Vol 17 # 06 • Du 9 au 15 Août 2023
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com









L'INDUSTRIE AMÉRICAINE DU VÊTEMENT A APPROUVÉ L'INVASION D'HAÏTI !



Voir page 4

Des patrons de la sous-traitance en Haïti : Fernando Capellan de Grupo M & Codevi et Virgilio Mota dans les bureaux de l'American Apparel & Footwear Association (AAFA) de Steve Lamar

EXPLOITER HAÏTI À TRAVERS LE GLOBAL FRAGILITY ACT



Voir page 3

Port-au-Prince, Haïti, 19 juin 2023 - Une mère nourrit son bébé, parmi plus de 165 000 Haïtiens sans abri en proie à la violence des gangs, à la corruption gouvernementale et aux ouragans, dans une ville de près de trois millions d'habitants. PHOTO : Ralph Tedy Erol / Reuters



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

La seconde révolution haïtienne ne sera pas avortée !

Par Berthony Dupont

Le peuple haïtien trahit par ses dirigeants politiques est à un carrefour où les impérialistes préparent à l'humilier à nouveau. En enrôlant des gouvernements laquais pour concocter une autre intervention étrangère dans un pays où l'Etat, l'autorité et la légitimité politique sont mis en question par le peuple qui s'interroge également sur les cycles d'exploitation, de coup d'Etat et d'interventions impérialistes qui ont préparé la situation actuelle.

Rien ne pourrait cacher les séquelles de la politique de faillite poursuivie pendant plus d'un siècle de domination par les différents régimes inféodés aux intérêts néocoloniaux des occidentaux. Les objectifs prioritaires ne sont pas ceux définis réellement. L'unique but à atteindre de cette énième occupation en gestation sera tout d'abord de renforcer l'Etat corrompu et pourri contre toutes formes de résistance populaire grandissante constituant des obstacles aux inégalités sociales. Et ensuite, déstabiliser le mouvement populaire en vue de son élimination totale afin d'avoir les coudées plus franches dans leurs intentions réelles.

Selon le mensonge évident qu'on a vendu aux gouvernements et agents alliés, et partenaires de l'impérialisme des pays enrôlés tels que le Kenya, Antigua et Barbuda, Jamaïque et les îles Bahamas qu'ils vont jouer un rôle dans le rétablissement d'un climat de paix en Haïti. Ils sont plus que naïfs et laids, ces gouvernements caribéens et africains affichant ouvertement leur ignorance et leur mentalité de vassaux sous-développés. S'ils peuvent croire franchement qu'ils vont pouvoir faire quelque chose de bien ou d'humanitaire dans ce bourbier, il y a de quoi s'inquiéter pour leur propre avenir. Ne comprenant pas, qu'ils sont enrôlés en tant que mercenaires, délinquants au club des gendarmes et sous gendarmes des puissances impérialistes en vue d'étouffer les mouvements résolument engagés contre la pax americana. En d'autres termes, ces gouvernements fossoyeurs sont embauchés pour qu'ils puissent servir de tapis pour faciliter qu'Haïti soit dépossédée de ses ressources et donner à l'impérialisme l'occasion qu'il recherchait pour atteindre ses objectifs, ses desseins criminels de continuer à punir les masses populaires haïtiennes.

C'est une leçon que tous les peuples luttant pour leur libération se doivent de méditer et de ne jamais oublier que les impérialistes sont en train d'utiliser d'autres peuples appauvris du tiers-monde comme instrument à leur service pour envahir un peuple souverain, rebelle et toujours en lutte contre l'inflation et la hausse incessante du coût de la vie sans oublier le chômage galopant. Des problèmes récurrents auxquels sont confrontés les masses haïtiennes et qui les forcent à refuser de se soumettre et de lutter jusqu'au bout afin de faire échec aux manœuvres de l'impérialisme et de ses alliés locaux.

Jamais le pays n'a été témoin d'un contraste aussi considérable entre une classe privilégiée composée de quelques familles baignant dans l'opulence face à une immense majorité de la population abandonnée à elle-même dans une misère aussi effroyable.

Le fait que les masses haïtiennes brandissent certaines fois le drapeau russe au cours de leurs manifestations augmente en un sens l'obsession interventionniste des occidentaux. Ils n'ont pas le courage d'admettre que le chaos actuel a bel et bien été provoqué par leur politique déstabilisatrice et surtout leurs anciennes forces d'occupation impérialiste sous couvert des Nations-Unies. Voilà pourquoi, ils ne veulent pas présenter leur visage hideux, mais préfèrent porter des masques africains et antillais pour continuer comme bon leur semble leur barbarie contre tout vrai changement démocratique.

Dans leur imagination criminelle et égoïste, brandir le drapeau russe ou chinois est un appel, sinon, un signe d'alternative à leur mauvaise politique comme cela se fait maintenant au Mali, au Burkina Faso et récemment au Niger.

Cela nuit forcément à leur stratégie impérialiste qui consiste à consolider leurs positions hégémoniques les plus importantes. Pourquoi Haïti, un pays souverain depuis 1804, ne peut pas être libre de sa destinée ? Une main qui n'est plus invisible, une force qui n'est plus obscure tire toujours des ficelles et l'empêche même d'établir des relations diplomatiques avec la Fédération de Russie et de la République Populaire de Chine.

Ce n'est pas avec la clique de cette classe politique décadente et néo-colonisée, ces factions de la bourgeoisie « patripoche », à la traine du Premier ministre Ariel Henry et les forces militaires ou policières au service des puissances impérialistes que des solutions seront trouvées à la crise haïtienne. Au contraire, c'est sans eux et contre eux, qu'il nous faut agir et le faire au plus vite serait le mieux. Il est temps de couper ce cordon ombilical, car il ne nous sert à rien d'autre que de nous assujettir, et nous empêcher toute transformation fondamentale des anciennes conditions sociales.

La seconde révolution haïtienne peut être retardée, elle est peut être encore loin ; mais elle ne fera pas marche arrière, voire qu'elle pourrait être avortée. Malgré l'allergie des puissances occidentales à tous les mouvements populaires du monde, elles ne réussiront jamais à affaiblir ou à détourner la volonté indomptable du peuple haïtien de poursuivre sa lutte de libération nationale jusqu'à la victoire finale.

Qu'il pleuve, qu'il tonne, le peuple haïtien tôt ou tard frayera le chemin qui le libérera de la domination de l'impérialisme américain. Car, Haïti ne restera pas éternellement une chasse gardée des intérêts néocoloniaux et occidentaux.

Exploiter Haïti à travers le Global Fragility Act



Port-au-Prince, Haïti, 19 juin 2023 - Une mère nourrit son bébé, parmi plus de 165 000 Haïtiens sans abri en proie à la violence des gangs, à la corruption gouvernementale et aux ouragans, dans une ville de près de trois millions d'habitants. PHOTO : Ralph Tedy Erol / Reuters



Le chômage, la misère et la pauvreté en Haïti

Par Luma Nichol

Les États-Unis ont leurs griffes en Haïti depuis un siècle et ne sont pas près de lâcher prise. La domination étrangère a détruit ce pays des Caraïbes, la première république noire de l'hémisphère occidental, établie par un soulèvement d'esclaves en 1804. Aujourd'hui, une Haïti profondément brisée est en tête de liste pour la réinvasion et la réoccupation par un nouveau complot américain - le Global Fragility Act, voté par le Congrès en 2019.

Priorité américaine ? Protégez les ressources. Ce pays a toujours traité Haïti comme une colonie. Ses ateliers clandestins à bas salaires produisent des vêtements pour Walmart et Target. Ce sont les principales exportations d'Haïti. Les sociétés minières étrangères volent les ressources naturelles de l'île. Depuis que l'agriculture et l'industrie locales ont été détruites par le capitalisme de marché libre, les vendeurs inondent maintenant Haïti de pétrole, de récoltes et de produits manufacturés américains. Les chefs d'État sont choisis par des dirigeants néocoloniaux étrangers.

Alors que la portée mondiale de la Russie et de la Chine progresse, Washington veut empêcher ces concurrents de prendre pied sur « ses » territoires, en particulier dans les Caraïbes voisines. Haïti est le premier test pour une nouvelle loi adoptée en 2019 visant à maintenir les nations subjuguées sous la coupe de l'Oncle Sam et les États-Unis comme premier chien économique. Le Global Fragility Act (GFA) cible les nations les plus vulnérables. Présenté en termes humanitaires, il promet une nouvelle approche qui donne la priorité au "partenariat" avec les civils haïtiens, pour "stabiliser les zones touchées par le conflit et prévenir la violence et la fragilité". Il met l'accent sur la diplomatie et l'amélioration de la coordination entre les agences.

Mais l'intention réelle est d'intensifier l'entreprise privée et de s'entendre avec les banques de développement qui accordent des prêts aux aspirants capitalistes. GFA protège les dirigeants des gouvernements locaux qui sont favorables au capitalisme américain. Il prévoit des sanctions économiques pour contrôler les Haïtiens de l'opposition. Il accorde également des fonds à la Police nationale haïtienne (PNH) corrompue et ouvre la porte à des actions militaires étrangères.



Utilisant la violence des gangs comme justification, les Etats-Unis, le Canada et la France préparent un dossier pour la réoccupation d'Haïti.

La sinistre existence des Haïtiens. Haïti, longtemps le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, se débat dans des conditions désastreuses. Des gangs armés règnent sur de nombreux quartiers de la capitale, Port-au-Prince. Cultivés par l'élite politique pour intimider leurs rivaux et obtenir des votes, ces voyous violent, kidnappent et assassinent maintenant pour contrôler les routes de la ville, les services de bus et les services publics. L'infrastructure a été dévastée par des tremblements de terre et des inondations. De nombreuses zones n'ont ni électricité, ni eau courante, ni carburant. La famine et le choléra sévissent dans le pays. L'effondrement économique menace alors que les usines ferment et que la population jeune fuit le pays.

Le gouvernement est dysfonctionnel. Il n'y a pas d'élus. Le premier ministre vilipendé, Ariel Henry, règne dans l'intérêt des riches et des seigneurs qui l'ont nommé. Ils s'appellent le Core Group - une coalition internationale de surveillants étrangers des États-Unis, du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne, du Brésil et des Nations Unies ! Henry règne à travers des escouades paramilitaires et des gangs qui travaillent avec la police.

Utilisant la violence des gangs comme justification, la Maison Blanche prépare un dossier pour la réoccupation. Son agent, Ariel Henry, a appelé à une intervention étrangère. En octobre 2022, le Mexique et les États-Unis ont présenté une résolution au Conseil de sécurité des Nations unies pour un « effort multilatéral » visant à déployer une « force d'action rapide ». Lié à la guerre en Ukraine, Washington, D.C., fait pression sur le Canada ou le Brésil pour qu'ils prennent la tête de l'effort. Pour l'instant il n'y a pas de preneurs. Cependant, le Canada et les États-Unis envoient des armes et des véhicules blindés à la méprisée Police nationale haïtienne (PNH). Les Nations Unies ont appelé des « casques bleus » internationaux pour renforcer la PNH.

Haïti pour les Haïtiens. Dans l'esprit de leurs ancêtres esclaves révolutionnaires, les Haïtiens ripostent. Dans les rues, les habitants ont pris des machettes pour combattre les gangs blindés et les escouades paramilitaires. De fréquentes manifestations de masse appellent à la démission d'Ariel Henry. À l'occasion, un drapeau chinois est hissé en signe d'opposition aux déclarations des États-Unis.

Il y a un regain d'activisme syndical dans l'industrie du vêtement. Les maquiladoras ont réduit leurs effectifs ou fermé leurs portes, certaines à cause du chaos dans le pays. Dans un cas, une usine a fermé du jour au lendemain, les propriétaires se sont enfuis avec les salaires et les indemnités de départ des travailleurs. La protestation ouvrière leur a valu un règlement. Ensuite, une grève à l'échelle de l'industrie en 2022 a entraîné une modeste augmentation de salaire pour les travailleurs absurdement mal payés qui luttent contre une forte inflation.

Comme l'indique une «Lettre ouverte au président Joe Biden» publiée sur haitiwatch.org en 2021: «*Le peuple haïtien [est] en train de mener une lutte légitime pour un changement radical de la politique, de l'économie et du social en faveur des masses populaires défavorisées, s'opposant le système mafieux mis en place pour garantir uniquement les intérêts des puissances impérialistes, des multinationales et des élites locales corrompues.*







Le GFA représente fondamentalement un reconditionnement des politiques interventionnistes américaines. Ses clauses encourageant la contribution des "groupes de la société civile locale" ne sont qu'une façade qui ne changera pas d'un iota la politique américaine

Étant donné que la politique américaine est responsable des conditions désastreuses que fuient les Haïtiens, la persécution des réfugiés par l'administration Biden est épouvantable. Plus de 25 000 Haïtiens ont été déportés depuis que Biden a pris ses fonctions. Le racisme alimente le traitement dégradant de ces migrants. Et les nouvelles règles sur l'immigration ne feront qu'aggraver ce sectarisme.

La justice exige que les Américains dénoncent la cruauté impérialiste du gouvernement américain et soutiennent la volonté du peuple haïtien, en Haïti et dans ce pays. Les Haïtiens doivent avoir le contrôle de leur vie et de leur nation. Les militants des droits de l'homme devraient se mobiliser en solidarité avec les descendants des audacieux combattants de la liberté qui ont aboli l'esclavage sur cette île.

Soutenez ces demandes du Comité d'action d'Haïti :

Non à l'intervention militaire américaine et onusienne en Haïti

Les États-Unis cessent de soutenir Ariel Henry en Haïti

Les États-Unis cessent de financer/former la police nationale haïtienne

Les États-Unis cessent d'expulser des réfugiés haïtiens

Mettre fin à l'occupation d'Haïti par les États-Unis et l'ONU !

Socialism 08 Août 2023

L'industrie américaine du vêtement approuve l'invasion d'Haïti !



Le président de l'AAFA, Steve Lamar. Source : Linkedin



Paul Ryberg, président de la Coalition africaine pour le commerce. Source : ACT



Les conditions misérables des ouvriers haïtiens des usines d'assemblage n'ont guère changé en 40 ans

Par Dan Cohen

Alors que l'administration Biden travaille avec diligence pour organiser une invasion d'Haïti - plus récemment avec l'engagement du Kenya d'envoyer 1 000 policiers - l'industrie du travail clandestin est en fête.

Le président et chef de la direction de l'American Apparel and Footwear Association (AAFA), Steve Lamar, a applaudi l'annonce récente du Kenya selon laquelle il enverrait 1 000 policiers pour soutenir une mission "anti-gang", déclarant à la publication commerciale Sourcing Journal que cela "renforce le fait qu'un pays comme le Kenya a des valeurs partagées et une prospérité partagée avec les États-Unis et avec Haïti, et essaie d'être un partenaire à long terme. Il a ajouté qu'"il pourrait également y avoir des avantages résiduels pour les États-Unis et le Kenya, et plus largement, pour les relations entre les États-Unis et l'Afrique".

Les conditions misérables des ouvriers haïtiens des usines d'assemblage, qui n'ont guère changé en 40 ans, sont documentées de manière émouvante dans le long métrage documentaire de 1983 Bitter Cane, qui a remporté un deuxième prix au Festival de Cannes cette année-là.

Haïti est également devenu un test pour le Global Fragility Act, la stratégie de Washington visant à maintenir la domination des avant-postes néocoloniaux au milieu d'une résurgence de la Russie et de la Chine, en utilisant la diplomatie, l'aide et la force militaire.

Le Rwanda, les Bahamas, la Jamaïque, Trinité-et-Tobago et la CARICOM se sont également engagés à participer à l'intervention militaire organisée par les États-Unis. Une résolution de l'ONU rédigée par les États-Unis et l'Équateur sera bientôt votée au Conseil de sécurité, mais son adoption est incertaine en raison des veto potentiels de la Russie et de la Chine.

Alors que la guerre froide entre les États-Unis et la Chine a divisé l'économie mondiale entre l'Est et l'Ouest, les fabricants de vêtements ont commencé à déplacer leurs opérations vers leurs autres régions pour une main-d'œuvre bon marché. Une étude de juillet 2023 a révélé que 61 % des entreprises de vêtements ont cessé d'utiliser les activités chinoises comme principal fournisseur, un chiffre qui devrait atteindre 80 % d'ici deux ans. Parmi eux se trouvent les vêtements Next Level, qui en mars 2023 ont annoncé qu'ils déplaceraient leurs opérations en Haïti et en République dominicaine voisine.

Alors que l'intervention - prévue immédiatement après l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021 - a pris de l'ampleur, les membres républicains du Congrès ont fait pression pour renouveler la loi HOPE (Haitian Hemisphere Opportunity through Partnership Encouragement) et le programme de levage économique haïtien (HELP) Act, qui garantit que les produits haïtiens sont exemptés des tarifs américains.

Ces lois, créées respectivement en 2005 et 2020, et qui expirent en 2025, ont joué un rôle essentiel dans la croissance du travail des ateliers clandestins en Haïti. Selon un rapport de la Commission américaine du commerce international, les importations américaines de vêtements fabriqués en Haïti ont quadruplé, passant de 231 millions de dollars en 2001 à 994 millions de dollars en 2021, dont 67,9 % (751,3 millions de dollars) en vertu des lois HOPE et HELP. Malgré le langage bienveillant, ces textes législatifs n'ont pas profité aux travailleurs haïtiens. En 2011, Haïti Liberté, utilisant des câbles diplomatiques classifiés qui lui ont été fournis par Wikileaks, a publié un exposé brûlant sur la façon dont l'ambassade des États-Unis a combattu une hausse des salaires en Haïti de 1,75 $ par jour à 5 $ par jour, gagnant 3 $ par jour à la place.

L'AAFA et plusieurs autres associations de l'industrie du vêtement, dans une lettre du 10 juillet, ont exhorté le Congrès à adopter les lois HOPE et HELP, écrivant que "le secteur de l'habillement en Haïti a le potentiel de jouer un rôle transformateur" alors que l'industrie s'éloigne de la Chine. La lettre ajoute "Sans une nouvelle autorisation HOPE / HELP en temps opportun, Haïti ne sera pas considérée comme une option viable de proximité pour les entreprises."

Des personnalités de l'industrie comme Paul Ryberg, président de la Coalition africaine pour le commerce, étaient plus exprimées dans leur soutien à l'intervention militaire en Haïti, affirmant que la situation sécuritaire "créait des raisons supplémentaires pour que le Congrès agisse plus rapidement qu'il ne le ferait autrement, afin d'envoyer des signaux positifs que les entreprises pourront continuer à faire des affaires en Haïti.

Ryberg espère que le Congrès renouvellera la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA), initialement adoptée en 2000, pour développer la fabrication de vêtements au Kenya. Déjà le plus grand exportateur de produits vestimentaires dans le cadre du programme, l'exode de l'industrie du vêtement de Chine a créé plus de pression pour se développer en Afrique.

"Au cours des deux dernières années, il y a eu un tel intérêt pour le désinvestissement de la Chine que je pense que les gens se rendent compte que l'Afrique est sur le point de devenir un fournisseur majeur", a déclaré Ryberg.

Néanmoins, Haïti n'est qu'à 600 milles au sud de la Floride tandis que l'Afrique est à 6 000 milles, ce qui explique la détermination implacable de Washington à l'envahir pour empêcher une révolution naissante, bloquer l'influence croissante de la Chine dans la région et tester leur nouvelle GFA dans un pays qui a souvent été utilisé au cours du siècle dernier comme leur laboratoire de politique étrangère et militaire.

La crise haïtienne est une tique à l'oreille des Dominicains

Par Felipe Ciprian

Ces derniers jours, les vents d'une invasion militaire d'Haïti ont soufflé, que le gouvernement dominicain et de larges secteurs nationaux considèrent comme la solution à la grave crise généralisée subie par ce peuple héroïque, enraciné au cœur des Caraïbes.

Mais seuls ceux qui n'ont pas une idée minimale de ce qu'est la guerre irrégulière et des cordes du pouvoir qui se déplacent en Haïti peuvent nourrir l'espoir qu'en envoyant un millier de soldats de la partie orientale de l'Afrique, l'effondrement d'Haïti pourra être résolu. Un État dominé depuis 12 ans par les mafias politico-entrepreneuriales que les États-Unis, la France et le Canada ont intronisé au pouvoir, avec la complaisance des Nations unies.

Lorsque le gouvernement des États-Unis a placé Michel Martelly au pouvoir par des méthodes frauduleuses et d'exclusion, en mai 2011, un cycle d'instabilité et de gangstérisme a commencé en Haïti qui ne s'est pas arrêté jusqu'à aujourd'hui.

Avec ses références de milicien Duvalier, parrain de deux coups d'État contre Jean B. Aristide, fanatique de droite soutenu par le Parti Populaire Espagnol, chef du PKTK entre autres attributs ignobles, Martelly a été la bombe utilisée par le néocolonialisme pour finir de couler. Haïti.

Dans ce pacte fatal, les pouvoirs cherchent à déstabiliser Haïti afin qu'elle n'ait pas d'État, de gouvernement, de parlement, de pouvoir judiciaire, de presse libre, d'organisations populaires, ou d'unité nationale afin de justifier une agression militaire qui facilite le vol de ses richesses en minerai, en échange de lait en poudre, de vieux blé et de masolembo.

Les gangsters haïtiens gagnent parce qu'ils jouissent d'un pouvoir qu'ils ne pourraient jamais conquérir avec le vote populaire, ils obtiennent des bénédictions impériales et leurs entreprises privées prospèrent alors même que les personnes qu'ils oppriment continuent de saigner à mort.

Bien que depuis la fin du mandat de Martelly, en 2016, il y ait eu deux présidents élus, le dernier, Jovenel Moïse, a été assassiné dans son lit à l'aube du 7 juillet 2021, dans un complot organisé à Miami par des mafieux politiques haïtiens. , nord-américains et colombiens.

Après cette mort violente et scandaleuse, Ariel Henry est devenu Premier ministre avec le soutien des États-Unis, de la France, du Canada et des Nations Unies, assumant tous les pouvoirs, ceux qu'il a mis au service de ces pouvoirs, du néo-duvaliérisme que Martelly et ses associés représentent, , mais essentiellement contre le peuple haïtien.

Depuis deux ans, Henry est une sorte de roi sur les cendres d'une ville dominée par la faim, l'insalubrité, le banditisme, le crime organisé avec le trafic de drogue, d'êtres humains et d'armes, et le dysfonctionnement absolu des services essentiels à la production et à la vie en société.

Dans cette serre perverse, les gangs armés qui contrôlent aujourd'hui 80 pour cent de la capitale haïtienne, les routes vers le sud-est, le nord et l'est d'Haïti, fleurissent, grâce à l'appui logistique et opérationnel des hauts officiers de la Police Nationale d'Haïti et la principauté d'Ariel Henry.

Pourquoi du côté de Martelly, Henry et les commissaires de police haïtiens veulent-ils que l'insécurité persiste en Haïti ?

Eh bien, précisément pour continuer à usurper un pouvoir qu'ils n'ont pas gagné aux urnes et pour éviter d'avoir à organiser des élections et de maintenir le peuple haïtien dans l'insécurité et sous un régime de facto, que les gouvernements du monde -dirigés par les puissances- reconnaissent comme "légitime".

Ce concert harmonieux entre les mafias politiques haïtiennes et les pouvoirs -qui ont des intérêts communs- est ce qui explique pourquoi Ariel Henry demande que des soldats étrangers envahissent Haïti pour perpétuer son régime usurpateur sans élections, alors que

suite à la page(16)

L'impérialisme canadien en Haïti (3)



Trois hommes transportant un présumé bandit. Le mouvement Bwa Kale poursuit des présumés membres de gangs criminels à Port-au-Prince et dans les villes de province

Par Travis Ross

Partie 3 : Bwa Kale et la campagne de propagande financée par les États-Unis contre les opposants au néo-colonialisme. Ceci est la dernière partie de The Canada Files sur l'impérialisme canadien en Haïti contre la lutte de la base haïtienne pour se libérer de l'occupation occidentale.

Bwa Kale est un soulèvement spontané et sans chef contre les gangs.

Selon le journaliste Dan Cohen : "Le terme 'Bwa Kale' signifie littéralement 'bois pelé.' Il fait référence à l'outil utilisé dans une forme sévère de châtiment corporel dans certains foyers haïtiens et reflète non seulement la volonté de ses participants d'identifier, d'attraper, et tuer les criminels violents qui ont longtemps terrorisé le pays avec des enlèvements, des extorsions et des meurtres, mais aussi d'employer les mêmes méthodes de violence horribles du gang criminel contre la population.

Bwa Kale a également réussi. Selon des informations, les enlèvements en Haïti sont tombés à zéro depuis le début du mouvement il y a 10 semaines fin avril. Selon un récent rapport du groupe de défense des droits de l'homme, le Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH), Bwa Kale n'a « entraîné aucun enlèvement entre le 24 avril et le 24 mai ». Le rapport du CARDH poursuit en soulignant que « le mouvement « Bwa Kale » a produit en un mois seulement des résultats probants et visibles ; la peur a changé de camp. Les enlèvements et les meurtres liés aux gangs ont chuté de façon drastique.

Alors que Bwa Kale est un mouvement sans chef, certains dirigeants locaux ont émergé pour encourager et armer la population afin de former des brigades de vigilance et de combattre les gangs, souvent en coordination avec les policiers locaux. Des vidéos partagées sur les réseaux sociaux montrent des machettes produites et distribuées.

Jean Ernest Muscadin, commissaire du gouvernement dans la commune de Miragoâne, dans la péninsule sud d'Haïti, en est un exemple. Muscadin encourage les citoyens à s'armer de machettes et à affronter les gangs. Il a également procédé à des exécutions sommaires de membres présumés de gangs.

D'autres leaders sociaux ou communautaires ont également commencé à émerger. Un rapport récent d'Al Jazeera a identifié deux leaders sociaux, Jean Baptist Kenley du quartier de Solino et un autre leader présenté comme "Emanuel" de Bel Air. Tous deux ont encouragé les gens à rejoindre le mouvement Bwa Kale.

À l'intérieur de Port-au-Prince, Jimmy Cherizier, l'ancien flic et porte-parole des Forces révolutionnaires de la famille G9 et alliés (FRG9), dirige une alliance de brigades de vigilance armée anti-gangs. Alors que des dirigeants comme Muscadin n'ont pas de message politique particulier, Cherizier a appelé au renversement de la bourgeoisie haïtienne et de ce qu'il appelle leur "système puant et pourri". Au lieu de "5% contrôlant 85% de la richesse de la nation", il appelle à un système où les ressources d'Haïti sont partagées par tous. Décrit comme "Aristide avec une arme à feu", les revendications de Cherizier portent sur l'eau potable, la nourriture, l'emploi, les infrastructures, les hôpitaux, les cliniques et l'éducation.

Cherizier a été ciblé par le RNDDH, le FJKL et d'autres organisations soutenues par Washington dans une campagne de diffamation le liant à des massacres présumés. Ces accusations ont été complètement démystifiées dans la série documentaire en ligne Another Vision, disponible sur la chaîne YouTube d'Haïti Liberté.

Le cas de Cherizier montre le risque pour les dirigeants potentiels qui émergeront probablement du mouvement Bwa Kale. Ils pourraient également être ciblés par des ONG soutenues par Washington ou des "groupes de défense des droits de l'homme" qui désapprouvent leurs tactiques ou leurs idéologies politiques.

Les médias grand public (MSM) en Occident sont heureux de consommer et de régurgiter des récits simples présentés par des groupes de défense des droits de l'homme comme le RNDDH, sans jamais soumettre leurs revendications à un examen approfondi. Les journalistes HSH se sont jusqu'à présent montrés réticents à faire des recherches qui indiquent que les « leaders des droits de l'homme » comme Pierre Espérance et Marie Yolène Gilles ne sont pas des sources fiables.

Comme l'a noté le journaliste haïtien vétéran André Charlier, « le RNDDH est une organisation politique qui se cache derrière la façade d'une organisation de défense des droits de l'homme ». Cette façade est maintenue grâce au financement de Washington.

Gilles est une ancienne employée du RNDDH qui est partie pour former son propre groupe de défense des droits humains, la Fondasyon Je Klere (The Open Eyes Foundation ou FJKL), également partenaire du gouvernement américain. Le FJKL est cofondé par Samuel Madistin, un politicien devenu défenseur des droits de l'homme, qui s'est présenté à la présidence lors des élections de 2016. Madistin est également avocat et représente Réginald Boulos, un oligarque haïtien. Boulos a financé le Groupe des 184, une coalition de la « société civile » qui a mené le coup d'État de 2004 contre Aristide. Ces organisations diffusent activement de la désinformation à leurs propres fins politiques ou pour servir les intérêts nord-américains.

D'autres sites Web tels que Insight Crime et AyiboPost répètent les allégations réfutées portées contre Cherizier. Comme on pouvait s'y attendre, Insight Crime est financé par la Soros 'Open Society Foundation et le département d'État américain, tandis qu'Ayibopost reçoit de l'argent du NED.

Il n'est pas rare de voir des policiers en uniforme coopérer avec des militants Bwa Kale. Comme l'a fait remarquer Louis-Henri Mars dans une entrevue avec la CBC, « la police, du moins les agents de rue, a beaucoup souffert aux mains des gangs qui les ont tués, et qui ont caché et détruit les corps de ceux qu'ils tuent afin que leurs familles ne soient pas en mesure de leur offrir un enterrement convenable. Ainsi, les agents de rue prennent également les choses en main à bien des égards.

Cherizier a le soutien de nombreux policiers haïtiens. Lorsque Cherizier a été renvoyé de la PNH en 2018 après que lui et d'autres flics aient été accusés de la mort de civils lors d'une descente de police le 17 novembre 2017 à Grand Ravine, il s'est associé à d'autres agents mécontents pour débarrasser leurs quartiers des gangs armés. Il n'est pas surprenant que les flics s'organisent pour lutter contre les gangs criminels locaux, puisque les dirigeants de la PNH ont fait un si mauvais travail pour les éradiquer. Les similitudes avec Bwa Kale sont évidentes – Cherizier, travaillant avec d'autres policiers indépendamment de la structure de commandement de la PNH, s'est organisé avec ses concitoyens pour débarrasser leurs quartiers des gangs criminels armés.

Cherizier a récemment exprimé son plein soutien au mouvement Bwa Kale dans une interview à Haïti Liberté. La direction du G9 avait auparavant hésité à le faire car elle craignait que les Bwa Kale ne soient ciblés par des groupes soutenus par Washington comme le RNDDH.

Cherizier a expliqué que : « Beaucoup de journalistes essaient de faire croire que le mouvement du G9 est derrière [les Bwa Kale] et que c'est un mouvement de bandit à bandit, juste pour discréditer le combat du peuple. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous, au sein du G9, n'avions pas pris de position publique pour soutenir Bwa Kale, car nous savons que le système est si fort et si puissant. Une fois que nous avons pris une position publique pour dire que nous soutenons Bwa Kale, nous craignions qu'ils ne l'utilisent pour faire de la politique avec. Mais nous de la Famille G9 et Alliés, nous soutenons pleinement le mouvement Bwa Kale que le peuple a lancé, car il apporte de nombreux résultats. Depuis le début des Bwa Kale, il n'y a eu aucun enlèvement depuis deux semaines, c'est grâce au mouvement populaire. Donc, nous, au G9, encourageons les gens à ne pas lâcher leur Bwa Kale, à ne pas s'arrêter, pour que les gens continuent à maintenir le mouvement.

En effet, Rosy Ducema du RNDDH a décrit Bwa Kale comme une « spirale de violence ». Ducema encourage les militants de Bwa Kale à remettre les membres de gangs à la police, tout en reconnaissant que "les rares fois où les bandits armés ont été arrêtés, les commissaires du gouvernement, leurs substituts et les juges acceptent des pots-de-vin pour les libérer". Dans une interview séparée, Espérance a offert le même conseil à la population.

Ces entretiens faisaient suite à un rapport du RNDDH du 9 mai 2023 qui affirmait sans équivoque que les Bwa Kale « ne peuvent pas vaincre » les gangs et que « les autorités de l'État doivent immédiatement prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à toutes les formes de violence », notamment en adoptant « des mesures immédiates », mettre un terme à la spirale de violence en cours » en Haïti.

Espérance semble se préoccuper avant tout d'arrêter un mouvement populaire dans son élan. Il exige que les militants de Bwa Kale remettent leur mouvement aux « autorités de l'État ». Il faut se demander comment Espérance fait la différence entre les autorités étatiques qui financent activement ou soutiennent tacitement les gangs et celles qui ne le font pas ?

Espérance et le RNDDH ont un bilan qui montre qu'ils n'ont aucun problème avec la violence étatique dirigée contre les mouvements populaires. Ce qu'ils contestent, ce sont les mouvements populaires qui menacent la classe politique, à laquelle appartiennent Espérance et ses acolytes.

Il n'était donc pas surprenant qu'Espérance ait récemment diffamé Muscadin comme étant un "membre du G9 qui travaille pour le PHTK", n'offrant aucune preuve à l'appui de ses affirmations. Il est plus préoccupé par l'éradication de tout nouveau leadership potentiel émergeant des mouvements populaires, car ils menacent potentiellement la légitimité du leadership bourgeois qui a été nourri et soutenu par Washington.

Au lieu de cela, Espérance appelle son principal bailleur de fonds - le gouvernement américain - à "retirer son soutien politique et financier" à Ariel Henry et à ceux qui le soutiennent une fois que l'accord du Montana sera "opérationnalisé". Dans un article pour Just Security, Espérance a expliqué que "les États-Unis et d'autres membres de la communauté internationale doivent faire pression plus fort" pour provoquer une "transition responsable vers la démocratie et une sécurité durable pour Haïti".

Comme Saint Dic, Espérance ne voit pas le peuple haïtien comme digne d'en appeler au soutien ou à la légitimité. L'objectif des élites qui soutiennent l'Accord de Montana est de tirer parti de l'hégémonie américaine pour déloger le PHTK et reconstituer la bourgeoisie fracturée d'Haïti.

Montana peut-il changer de cap ?

Le fait que de nombreux membres de la diaspora haïtienne ne soient introduits que maintenant dans la coalition de l'Accord de Montana témoigne de la pauvreté des reportages sur Haïti en général dans l'ouest. Cela reflète également le fait que les dirigeants de Montana ont perdu des mois à faire appel à Washington au lieu de renforcer la solidarité en Haïti et dans la diaspora alors que l'insécurité augmentait de façon exponentielle à l'intérieur d'Haïti.

Un changement de direction pourrait-il faire une différence ? Jean Hénold Buteau, l'un des candidats de Montana au poste de Premier ministre par intérim, en inspire certains dans la diaspora. Il est le leader de l'Alternative Socialiste. Son influence au sein de la coalition du Montana semble cependant insignifiante, car l'appel persistant des dirigeants à Washington pour la légitimité est resté ininterrompu pendant près de deux ans. De plus, sa signature sur la lettre ouverte susmentionnée suggère que l'Alternative Socialiste regarde en dehors de la coalition de Montana pour trouver une solution à la crise.

Un retour de Fanmi Lavalas (FL) dans la coalition de Montana les aiderait-il à faire marche arrière et à reconstituer la base large ? Cela semble peu probable. Alors que FL était extrêmement influent dans le passé, sa popularité en Haïti est actuellement considérablement diminuée par rapport à la période de 1990 à 2016.

La base de FL s'est fracturée au cours des dernières années. Premièrement, l'Organisation du peuple en lutte (OPL), anciennement l'Organisation politique Lavalas, s'est dissociée d'Aristide en 1997 en raison de divergences politiques. Ensuite, René Préval s'en dissocie pour former Lespwa. Fanmi Lavalas a continué à perdre des dirigeants de haut niveau tels que Moïse Jean-Charles, qui s'est séparé de FL pour former son propre parti, Platfòm Pitit Desalin (Plateforme des enfants de Dessalines) et Jean Henry Céant qui a fondé le parti politique Renmen Ayiti (Aime Haïti).

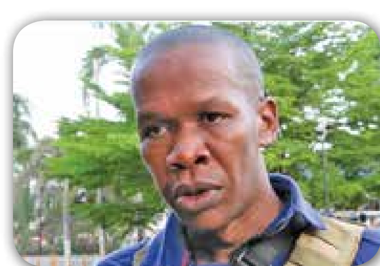
Alors que Jean-Bertrand Aristide reste un dirigeant très populaire et chéri, il a clairement fait savoir qu'il ne reviendrait pas en politique. Le comité exécutif actuel de FL est l'ombre de son ancienne gloire, composé de bourgeois comme Maryse Narcisse, qui se sont avérés incapables de construire une plus grande base de partisans à l'intérieur d'Haïti.

Par ailleurs, deux ex-députés qui continuent de représenter FL, Roger Millien et Printemps Bélizaire, ont été accusés de travailler avec des gangs criminels armés. Millien a admis connaître un chef de gang et avoir conduit des membres de gangs à l'hôpital après une fusillade. Bélizaire est un suspect dans le meurtre du journaliste Vladimir Legagneur en 2018 et a été enregistré déclarant en public qu'il « avait incendié des commissariats de police et tué des gens à la machette ».

L'impuissance de FL en tant que force politique a été renforcée lorsque son comité exécutif a retiré ses délégués du CNT de Montana. Depuis lors, ils n'ont formé aucune coalition ni proposé de stratégies ayant recueilli le soutien populaire. FL produit régulièrement des déclarations qui sont consciencieusement traduites et diffusées par les piliers du parti dans les pays occidentaux. Ces déclarations, cependant, sont vagues et clichées.

Par exemple, une déclaration récente de FL, traduite en anglais par le Comité d'action d'Haïti et datée du 23 mars 2023, stipule ce qui suit : *« Pour produire des résultats durables, tout projet de transition viable doit être décidé collectivement et réalisé par une équipe crédible en qui par le public. Dans cette transition, il faut la participation active des ressources humaines de la diaspora, aux côtés des ressources locales, afin qu'ensemble nous puissions développer un projet de société pour les 25 prochaines années par des Haïtiens pour Haïti.*

FL est également d'accord avec la stratégie de s'attaquer à la crise sécuritaire en "renforçant la PNH », insistant sur le fait que cela doit être une "initiative haïtienne".



Le commissaire de Miragoâne, Jean Ernest Muscadin, encourage les citoyens à s'armer de machettes pour affronter les gangs et à procéder à des exécutions sommaires de membres présumés de gangs

Le comité exécutif de Fanmi Lavalas semble comprendre leur faible soutien populaire. L'été dernier, six mois après s'être retirés du CNT de Montana, ils ont organisé une conférence de presse pour encourager la population à soutenir la proposition d'Aristide de diriger un gouvernement de transition de deux ans, suggérant apparemment qu'Aristide déloge le président par intérim "élu" de Montana.

Cela a déclenché des manifestations en faveur du retour d'Aristide, soulignant la nette différence entre la popularité personnelle d'Aristide et celle du comité exécutif de son parti. Les piliers de FL aux États-Unis ont également célébré le retour apparemment imminent d'Aristide,

suite à la page(16)

Lakou Mouzen

Nan tan lontan jouk pou rive nan lane 85, depi yon moun te tande pale sou Lakou Mouzen, yo te toujou konprann se sou foutbòl yo pral pale. Enben jounenjodi a se yon lòt reyalite, paske lakou sa a fin defigire.

Lakou Mouzen anfas ti seminè Kolèj Sen Masyal, nan menm zòn ak sine Kapitòl. Li santre ant plizyè riyèl kote divès ti koridò ak yon enpas yo rele Enpas Mouzen debouche sou li. Nan blòk nò li, nou jwenn ri Bòjla (Pòs Machan); zòn lès li se riyèl Jadin ki limenm tou debouche sou pòs Machan, limit lwès li bay sou ri Lama, egzakteman anfas ti seminè Kolèj Sen Masyal la.

Nan epòk vakans, Lakou Mouzen te toujou chaje ak moun sou tout do kay, tout pyebwa k ap gade chanpyona foutbòl.

Jounenjodi li difisil pou moun pale souvni foutbòl nan Lakou Mouzen, paske se bèt ak fatra k ap banbile sou li. Moun menm pè antre nan lakou a tèlman se la anpil zenglendo ak kèk gang al fè eskal yo.

Medikaman

Tout moun konnen kijan medikaman enpòtan pou lasante,
li bay soulajman, li trete, li geri. Men nou toujou bliye menmjan medikaman an itil la, se konsa tou li se yon danje. Nou konnen gen moun ki kapab sezi tande pawòl sa a, poutan, se laverite. Yon renmèd ki bon pou tèl maladi gen dwa se yon pwazon pou yon moun ki anfòm, ki pa malad oubyen youn ki soufri yon lòt maladi. Konsa yon renmèd ki bon pou ipotansyon (tansyon ba) kapab touye yon moun ki soufri ipètansyon (tansyon wo). Kwak toulède moun yo soufri tansyon, yo pa gen menm pwoblèm.

Gendelè, de maladi ki pa menm di tou, konn prezante menm manifestasyon, (sentòm, siy). Fòk nou sonje, menm si maladi yo prezante menmjan yo chak gen renmèd pa yo.

Se sèl doktè ki gen dwa preskri remèd. Se yon bèl jès pou ou bay yon zanmi oubyen yon fanmi yon rès renmèd ki pa pase dat, men se sèlman si doktè mande l achte renmèd sa a. Fòk nou veye pou nou pa repete: “rann sèvis bay chagren”, paske nou kapab ap chèche pote soulajman epi se dèy nou pote kay yon zanmi, yon fanmi.

Zetwal Liberasyon, Bilten Pèp la Oktòb 1986

Revolisyon nan Kiba



Yon revolisyon dwe toujou pike pou pi devan, paske si li rete anplas, l ap fin pa fè bak. Fòk nou analize, kesyone, peze pwogrè k ap fèt. Annefè, nan peyi Kiba, depi 4tran gen yon kokenn kanpay pou korije erè, rektifye tandans negatif, egzamine metòd travay, òganizasyon estrikti nouvo sosyete a.

Pa gen okenn fòmil majik pou konstwi, òganize yon sosyete pou tout moun kapab jwenn yon mòso lavi. Pa gen resèt tou fèt pou garanti devlopman ekonomik ak sosyal yon ti peyi tyèmonn. Kiba sitiye ak 90 mil tou prè Etazini, pi gwo pisans enperyalis sou latè, ki pa dakò ditou ak lide egalite, fratènite, libète sosyalis la. Wachintonn kenbe yon blokis ekonomik kont zile a, li pa pèmèt komès ak medikaman antre sòti Kiba, anplisdesa, l ap plede fè tout kalte menas ak agresyon kont peyi Jose Marti a.

Sistèm sosyalis nan Kiba pataje richès peyi a nan yon fason ki pi jis. Tout sitwayen Kiben gen sèvis medikal ak edikasyon gratis, tout moun k ap manje vant plen, tout moun gen kay pou yo rete, epi tout moun gen dwa pou yo pale di sa yo panse sou sa k ap pase nan peyi a.

Depi kanpay rektifikasyon an te lanse nan lane 1986, anpil chanjman gentan fèt. Youn nan egzanp nou kapab pran se nan koze konstriksyon edifis pou popilasyon an, yo te envite travayè tout pwofesyon ki vle fè travay volontè, nan de tan twa mouvman yo antre nan konstwi kay, lekòl, lopital. Nan vil Laavàn sèlman yo bati 2215 klinik kominotè, 20 poliklinik, yon lopital pou timoun, 9 lopital pou matènite, 4 sant syantifik, 114 jadendanfan, 24 lekòl espesyal pou timoun andikape. Yo konstwi izin, abatwa, lekòl segondè ak lekòl prime. Moun yo te travay ak yon ideyal paske yo te vle reyalize kèk bèl mèvèy nan peyi yo. Rezilta yo te fantastik, se yon prèv klè pèp kiben an ap pote byen wo drapo sosyalis la.

Batay

Batay la gen tay
L chaje lèmi lakay
Batay la pran fay
Nan grif zagoloray
Batay rete batay
Men fò w gen may
Fòk gen anpil may
Pou w ka batay
Nan gwo deblozay
Nan mitan zagribay

Pou w mennen batay
Fòk ou makònen may
Kou machann fritay
K ap kabre boulonnay
Pou l pot manje lakay
Batay anpil trakatray
Pou w delivre nan pasay
Men fò n Mennen batay
Pou n delivre anba chay
Anba chay deblozay

J. Fatal Pya

Konprann nou non !

Lagonav ! Anpil moun panse
Ou se yon peyi etranje, wi !
Ou konnen mwen, men pou mwen
Mwen pa panse sa ditou
Gen moun ki di konsa
Se oumenm ki pi pòv nan peyi a
Nou konnen ou se lye
Yo panse ki pa vo anyen ditou
Men n ap kenbe tèt nou papa !
Lagonav se oumenm ki branch trip mwen
Mwen pap janm bliye ou
Ou mèt wè tout moun meprize w
M ap toujou la ak ou
Anpil moun panse
Depi yon moun soti Lagonav
Se moun sòt li ye
Grasadye, m pa konn pou tout moun
Mwen m ap kenbe tèt mwen papa
Mwen konn tande y ap di
Jeremi se la tout powèt rete
Men yo panse pou Lagonav
Se la tout ras moun sòt rete
Se la tout moun pi pòv yo kave kò yo
Enben sa pou n fè papa
Se pou tout nèg Lagonav kenbe tèt yo.

Yves Simon, nèg Toujak (Lagonav)

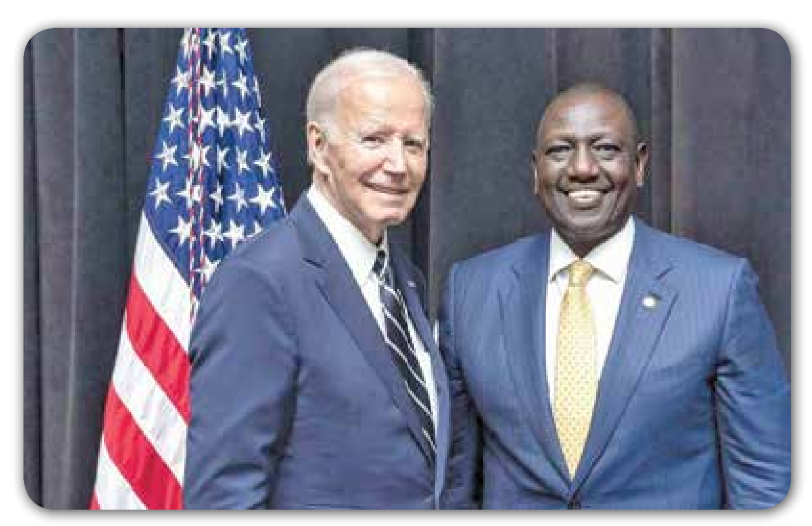
Ansyen prezidan Ayiti Bonifas Aleksann mouri !



Bonifas Aleksann

Ansyen Prezidan Pwovizwa Bonifas Aleksann, ki te yon jij tou nan Lakou Kasasyon travèse lakay li Delma, jou ki te vandredi 4 out la. Li te genyen 87 lane.

Les États-Unis, le Kenya et l'invasion du pays des Caraïbes



Le président des États-Unis Joe Biden et son laquais de président du Kenya, William Ruto

Par Narciso Isa Conde

Dix mois après que le Premier ministre d'Haïti Ariel Henry ait demandé, sur ordre des États-Unis et convenance de l'ONU, l'intervention militaire multinationale dans son pays, le président du Kenya, William Ruto, répond qu'il est prêt à envoyer un millier de policiers et à mener l'invasion.

Quelques journaux sur la planète ne titrent l'annonce de cette nation africaine plus ou moins comme ceci : *« Le Kenya propose de diriger une force multinationale pour aider Haïti »* ; cependant, la bonne chose à faire serait de signaler que le Kenya accepte de prétendre être la force qui va mener cette nouvelle attaque contre la souveraineté de cette nation sœur.

Car ce n'est pas vraiment le Kenya qui l'a décidé, ni cette invasion pour aider Haïti, ce qui n'est plus un secret.

Beaucoup de ces médias ont accès à des informations qui montrent que tout ce théâtre sert à couvrir une intervention militaire impérialiste contre l'autodétermination du peuple haïtien, comme toutes les précédentes.

Le prétexte choisi est les gangs mafieux, créés et armés par la CIA et le Mossad israélien, avec la participation des paramilitaires colombiens, de même qualité et longue expérience criminelle.

Il a été démontré que les armes modernes de ces gangs proviennent d'une contrebande récurrente, facilitée par les autorités américaines et haïtiennes. Des gangs ayant des liens avec la police, le niveau présidentiel du parti gouvernemental et des armes se sont dispersés.

Tout cela s'inscrivait dans la stratégie de provoquer un «chaos contrôlé», qui devient déjà incontrôlable pour le pouvoir impérial.

Ainsi, l'invasion militaire annoncée n'est pas pour éliminer les gangs, mais fondamentalement pour mieux contrôler la situation et les minerais de valeur stratégique (lithium, uranium, titane, terres rares...) ; pour affronter un peuple qui est descendu dans la rue pour exiger la destitution d'Ariel Henry et exiger une transition souveraine vers la démocratie ; déjà dans une attitude d'affronter avec succès une partie des gangs et d'exercer sa souveraineté.

Soyez assurés que tout comme l'appel d'Henri à une invasion a été suggéré par les États-Unis et les puissances impérialistes, la réponse de William Ruto a également été négociée par les États-Unis. Mais il se confirme aussi que dans de telles circonstances l'intervention militaire des Etats-Unis et de ses alliés, loin d'être une aide et une solution à la crise, tend plutôt à l'aggraver.

Cela n'aide personne et justement l'histoire récente d'Haïti le montre.

Au cours des 30 dernières années, Haïti a été militairement intervenu 10 fois sur décision américaine, et tout a empiré. Après chaque invasion, les problèmes se sont aggravés. Ainsi, l'invasion militaire annoncée n'est pas pour éliminer les gangs, mais fondamentalement pour mieux contrôler la situation et les minerais de valeur stratégique (lithium, uranium, titane, terres rares...) ; pour affronter un peuple qui est descendu dans la rue pour exiger la destitution d'Ariel Henry et exiger une transition souveraine vers la démocratie ; déjà dans une attitude d'affronter avec succès une partie des gangs et d'exercer sa souveraineté.

Pourquoi le Kenya et les troupes noires ? Pourquoi a-t-on recours au Kenya alors qu'il n'a pas l'expérience de ce type d'affrontement ?

Cela a une logique, comme le tube lorsqu'à d'autres occasions les États-Unis ont structuré des contingents avec une forte composition de soldats noirs et lorsque, dans le cas de la Minustah, le Brésil a dirigé les troupes d'invasion en tant que pays d'Amérique latine ; Cela a permis aux puissances impérialistes de prendre du retard, de relâcher la pression et de faire semblant de faire profil bas.

La logique d'envoyer des soldats noirs est parce que la population d'Haïti est noire et cela permet de cacher le blanc comme agresseur ; cacher le racisme suprémaciste blanc et atténuer le colonialisme.

L'accumulation d'expériences conduit maintenant les « think tanks » de cette puissance impérialiste à essayer une autre modalité d'intervention, en utilisant une nation africaine contre un peuple d'origine africaine.

Le camouflage est levé en choisissant comme chef apparent de la nouvelle agression un pays d'Afrique noire, d'où est originaire le peuple haïtien ; en même temps que monte la perversité raciste, favorisant un affrontement cruel des Noirs contre les Noirs : les Kenyans comme « chair à canon » et les Haïtiens comme victimes de l'invasion.

C'est l'utilisation perfide de la symbolique de l'affrontement dans la Caraïbe d'une partie du continent la plus détestée par l'impérialisme occidental blanc contre un peuple antillais d'origine africaine, "coupable" d'avoir organisé la première indépendance et la première révolution anti-esclavagiste en Notre Amérique.

C'est à cela que le gouvernement du Kenya s'est prêté par ordre impérial.

Pourquoi ont-ils choisi le Kenya pour jouer ce rôle embarrassant et non un autre pays africain ?

Cela a aussi sa logique impérialiste.

Le Kenya a un gouvernement de droite pro-impérialiste et les États-Unis et l'Espagne ont géré cette étape.

Le Kenya est tellement dépendant et son gouvernement est faible face à l'assaut de l'opposition populaire qu'il a été facile de convaincre.

Nous voyons déjà comment les États-Unis, pleins d'hypocrisie, félicitent le Kenya et promettent leur soutien sans entrer complètement dans le bourbier.

Le Canada se réjouit et fait semblant de détester les oligarques haïtiens que les puissances coloniales ont engendrés.

Le président dominicain, son ministre des Affaires étrangères et son Congrès corrompu et captif applaudissent des mains et des pieds.

L'ONU de Guterres sert d'écran.

Le ministère de Cologne (OEA) est en fête.

Et la CARICOM, péniblement, a décidé de plier.

Le théâtre est mis en place et l'invasion continue de se structurer depuis la Maison Blanche et les Stations de la CIA. Il y en a d'autres, pleins de peurs, à recruter.

Il me semble que les États-Unis, sachant à quel point il est chaud et risqué d'envahir l'actuelle Haïti, se contentent et se calment avec le commandement caché ; et s'il envoie des troupes, elles seront peu nombreuses et à la peau sépia.

Le capitalisme impérialiste continue de couler du sang et de la boue de la tête aux pieds déguisé en démocrate, mais dans tous les cas, ce nouvel affront devra être payé cher dans le cadre de sa décadence agressive.

Désormais, anticipant les événements, les médias du pouvoir impérial parlent de la polémique de l'intervention annoncée en Haïti. Seulement qu'ils cachent le rapport de forces réel et les risques qu'il comporte pour ses protagonistes et parrains.



Le président dominicain Luis Abinader, son ministre des Affaires étrangères Roberto Álvarez et son Congrès corrompu et captif applaudissent des mains et des pieds

Ils ne sont pas comparables les uns aux autres, comme ils l'insinuent.

La vérité est que c'est une grande partie, composée de multitudes qui rejettent l'intervention, et une petite et perverse qui s'y accroche comme une bouée de sauvetage.

Nous verrons ce qui se passera et j'espère que les parrains de cette vile initiative feront pires que les tuteurs de Zelensky et ses hôtes fascistes.

Résumé latino-américain
4 août 2023

La visite de prospection du Secrétaire général de l'ONU !



Conférence de presse du Secrétaire général de l'Organisations des Nations Unies (ONU), Antonio Guterres, en Haïti le samedi 1er juillet 2023

Par Catherine Charlemagne

(1ère partie)

Pour la visite éclair de Antonio Guterres, le Secrétaire général de l'Organisations des Nations Unies (ONU), dans la capitale haïtienne effectuée le samedi 1er juillet 2023, l'on ne peut même pas parler d'échec ou de réussite. Pour certains, le patron de l'ONU a tout juste fait une escale technique en Haïti, le temps de faire le plein de carburant et de s'envoler pour le Trinidad-and-Tobago afin de participer au Sommet du 50e anniversaire de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). En effet, Antonio Guterres, en séjournant durant quelques heures sur le sol haïtien, n'était porteur d'aucun message et n'avait aucune mission précise. Sur sa route, il voulait juste serrer les mains de quelques acteurs de la Transition, surtout ceux qui ne devaient pas participer à la rencontre de Port-of-Spain, la capitale de Trinité-et-Tobago, rien d'autre. N'étant chargé d'aucune mission spéciale par le Conseil de sécurité ni par l'Assemblée générale, personne ne pouvait espérer voir quelque chose de nouveau sortir de cette visite sans aucun but ni objectif.

Arrivé à Port-au-Prince les mains vides, le Secrétaire général n'espérait non plus obtenir quoi que ce soit de la part des acteurs récalcitrants qui, même comblés de promesses de la Communauté internationale, ne lâchent rien. Alors, Antonio Guterres fait comme s'il n'était pas là, tout au moins, il s'est contenté de brefs tête-à-tête avec certains protagonistes et leaders de la classe politique. Avant même de rencontrer les tenants du pouvoir et leurs alliés, sans oublier quelques-uns des oppositions et de la Société civile, le dirigeant de l'Assemblée des Nations avait déclaré, depuis l'aéroport Toussaint Louverture, « qu'il s'agissait d'une visite de solidarité faite avec humilité » une façon de dire qu'il n'est pas porteur d'un message précis ni venu coordonner l'arrivée des militaires étrangers en Haïti. Quoique!

Au cours de sa Conférence de presse de fin visite, il tenait à dire que «*Je continue d'exhorter le Conseil de sécurité à autoriser le déploiement immédiat d'une force de sécurité internationale robuste qui viendrait assister la Police nationale d'Haïti dans la lutte contre les gangs* », une manière de dire qu'il vient en Haïti en soutien au Premier ministre Ariel Henry. Cette visite qui n'en était pas une a donné l'opportunité au Secrétaire général de l'ONU de rencontrer à Bourdon le chef de la Primature et son ministre des affaires Etrangères afin de faire le point sur une situation qu'il connaît, somme toute, parfaitement bien. Puisqu'il reconnaît lui-même que « *La gravité de la situation exige une attention urgente et soutenue, qui place les victimes et les populations civiles au centre de nos préoccupations et nos priorités.*

Il ne peut y avoir de sécurité durable sans un rétablissement des institutions démocratiques et il est impossible de parvenir à des solutions politiques pérennes et pleinement représentatives sans une amélioration drastique de la situation sécuritaire ». La Primature quant à elle a fait sortir un Communiqué relatif à la rencontre avec le dirigeant mondial. Une note dans laquelle La Primature a indiqué que « *Les échanges entre le Premier ministre, Ariel Henry, et Antonio Guterres ont, notamment, porté sur plusieurs points tels l'insécurité, la crise humanitaire, la résurgence des cas de choléra, l'insécurité alimentaire, les élections générales, etc…* » Après les membres du gouvernement intérimaire, ce sont les responsables du Haut Conseil de la Transition (HCT) qui ont eu le privilège de s'asseoir avec Antonio Guterres. La Présidente du HCT, Mme. Mirlande H. Manigat, qui n'a fait aucune déclaration après la rencontre avec le Secrétaire général des Nations Unies, mais a, selon un témoin, plaidé pour un soutien rapide aux forces de l'ordre et que l'ONU, poursuit ses efforts pour porter les acteurs à trouver une solution à la crise haïtienne.

Outre le gouvernement et le HCT, plusieurs dirigeants politiques et de la Société civile très impliqués dans la crise et la Transition politique ont pris part, chacun de leur côté, à des entretiens avec le Secrétaire général des Nations Unies, pour la plupart sans attendre grand chose durant ce très court séjour à Port-au-Prince. D'ailleurs, dès l'annonce de la visite du Secrétaire général de l'ONU dans la capitale haïtienne, les réactions étaient plutôt mitigées parmi les acteurs du terrain. Le quotidien *Le National* daté du 1er juillet 2023 avait recueilli les avis de certains leaders politiques et de la Société civile sur les retombées de la présence de Antonio Guterres en Haïti. Si pour l'un des responsables politiques comme Clarens Renois, Président du Parti UNIR-Haïti, cette visite pouvait porter des fruits et pourrait être déterminante sur trois aspects : humanitaire, politique et sécurité, pour le Coordonnateur du Centre Karl Levêque, Jean Gardy Maisonneuve, en revanche, le jeu n'en valait pas la chandelle, si l'on peut le dire.

Pour ce responsable de la Société civile, les Haïtiens doivent compter sur eux-mêmes. Tandis que, pour Me. Jean Ronel Sistanis de l'Observatoire Haïtien des Droits Humains (OHDH), il faut considérer cette visite à des regards différents. Dans un entretien datant du 30 juin 2023 au quotidien *Le National*, soit la veille de l'arrivée du Secrétaire général en Haïti, Me Jean Ronel Sistanis avait défini comment lui et son organisme des droits humains voyaient cette visite. «Dans un premier temps, je pense qu'ils ont vu la nécessité de donner vivement leur contribution à Haïti afin de trouver une solution à la crise multidimensionnelle actuelle. Ensuite, je dirais que M. Guterres se rend compte qu'on lui a menti sur la situation haïtienne, alors, il vient voir de près ce qui se passe actuellement parce que la crise haïtienne requiert une franche solidarité internationale, et c'est bien dommage qu'à ce niveau cette solidarité ne se soit pas encore manifestée» avançait-il.

En effet, les avis étaient plus que partagés sur ce bref passage du Secrétaire général de l'ONU en Haïti ce 1er juillet 2023. Alors que certains acteurs politiques voyaient d'un œil plutôt favorable, voire complaisant, cette escapade du chef des Nations Unies à Port-au-Prince, comme Clarens Renois qui croyait qu'elle pouvait être constructive afin de débloquer la situation et permettre d'avoir des élections. Il avait déclaré « *Je crois que c'est un aspect sur lequel le Secrétaire général doit se prononcer, parce qu'au bout il doit y avoir le retour d'Haïti sur l'échelle internationale par la légitimité populaire, par le vote.*

Mais il faut que les conditions soient réunies pour organiser les élections. Pour arriver, il faut également encourager les acteurs haïtiens à trouver une entente pour avancer vers des élections honnêtes et participatives qui ne seront pas contestées. Ainsi dire, la visite du Secrétaire général des Nations Unies en Haïti peut être déterminante quelque part pour prendre des décisions à l'échelle internationale notamment.». Le chef du Parti UNIR-Haïti, en tant que signataire de la *Déclaration dite de la Jamaïque*, était tellement confiant, qu'il avait même annoncé à l'avance que « *Des Secteurs politiques qui ont signé la Déclaration de la Jamaïque sur la crise haïtienne prendront part à une deuxième rencontre qui sera organisée par la CARICOM à Port-au-Prince au cours du mois de juillet*. » Un optimiste que n'avaient pas partagé les dirigeants du Centre Karl Levêque restant persuadés qu'il n'y avait rien à attendre de ce genre de visites de courtoisie ou d'agréments. (**A suivre**)

C.C



Antonio Guterres et le Premier ministre, Ariel Henry

U.S. Imperialism's Sordid History in Haiti



A 2022 protest to demand that de facto Prime Minister Ariel Henry step down

by Marty Goodman

U.S. imperialism now has a willing partner in yet another imperialist contemplated occupation of Haiti.

On Jul. 29, Kenya's Foreign Minister Alfred Mutua volunteered to do Washington's dirty work in Haiti. He promised to "positively consider" leading an armed intervention with 1,000 Kenyan police officers. On Jul. 14, the United Nations Security Council (Resolution 2692) gave UN Secretary General Antonio Guterres 30 days to submit a report that would include a plan for a multi-national police force in Haiti to assist and train Haitian police in combatting an epidemic of gang violence which has engulfed 80% of its capital, Port-au-Prince.

The UN decision to return Haiti to Chapter 7 status by imposing a "sanctions regime" was originally made last October (Resolution 2653) at the prompting of the Biden administration and the de facto Haitian Prime Minister, Ariel Henry, and UN Secretary General Antonio Guterres.

Another prominent supporter of intervention is Dominican Republic President Luis Abinader, whose nation borders Haiti on the island of Hispañola. The Dominican Republic is carrying out a racist mass expulsion of Haitians and Dominicans of Haitian origin. The Dominican ruling class has pointed to U.S. racist immigration policies as an inspiration for its historic "anti-Haitianismo" ideology. In 1937, the U.S. trained dictator Rafael Trujillo conducted an extermination campaign that murdered some 30,000 Haitians. Haiti was the first independent Black republic born of the world's first and only successful slave revolution, which defeated – arms in hand – the mighty French empire. Haiti declared independence in 1804.

In Africa, Kenya is a prominent promoter of racist Israel. On Kenyan President William Ruto's personal invitation, apartheid Israel was invited to attend meetings of the 55-member African Union as an observer. But in February, the AU suspended Israel's observer status.

Haiti's US-backed dictator calls for intervention

Henry, widely seen in Haiti as a corrupt U.S. stooge, appealed to the United Nations on Oct. 7, 2022 for a foreign "special military intervention" to fight the country's rampant "gang violence" conditions that are the result of decades of U.S. imperialist policies and military occupation. Over the last two years, tens of thousands have marched in Haiti opposing U.S./UN intervention, demanding that the unelected Henry step down. The Biden administration, which maintains unwavering support for the unelected dictator, categorically rejected all such demands.

There are no elected officials in Haiti

Mario Joseph, managing attorney of Haiti's International Lawyers Office (BAI) based in Port-au-Prince, stated in a November letter to the Caribbean Community (CARICOM), that intervention would "prop up the unconstitutional, corrupt and repressive de facto government and stifle legitimate dissent."

Guterres, Washington's handmaiden, enthusiastically echoed U.S. calls for military occupation since October, suggesting that a "rapid action force" be sent to Haiti to aid its "security forces." But, until now no country stepped forward to take the lead, although Jamaica and the Bahamas pledged troops and Canada made some empty shows of force. In his latest report to the Security Council, Guterres said: "Time is of the essence to take concrete action to stem the violence and the erosion of state institutions." Guterres called for a "non-UN" force of UN member states. The CARICOM alliance of Caribbean states, an often pliant tool of U.S. imperialism, has warmed to an occupation following a Guterres presentation to a CARICOM conference. In late November and early December Canada imposed unilateral sanctions on a number of current and former Haitian government officials and businessmen. In a Feb. 19 interview Canadian Ambassador to Haiti, Sébastien Carrière, supported a "significant military deployment to Haiti" including operations to send armored vehicles, surveillance equipment and the rapid deployment of military vessels.

Meanwhile, the U.S., paying lip service to mass opposition to a handful of corrupt Haitian officials, revoked the visas of 11 unidentified "current and former Haitian government officials," making a total of 44 banned Haitian nationals since October. The U.S., Canada and the UN Security Council also sanctioned a number of criminal gang leaders, including Lanmou Sanjou (Joseph Wilson) of the 400 Mawozo gang, Vitel'homme Innocentof the Kraze Baryè gang, and Izo (Johnson André) of the Five Seconds gang.

Before any of these avowed criminals were sanctioned, however, last October the UN sanctioned Jimmy "Barbecue" Cherizier, a former cop who leads the "Revolutionary Forces of the G9 Family and Allies," a crime-fighting neighborhood confederation formed in mid-2020 that has been at war with the criminal gangs for most of the past two years. Cherizier was a vocal supporter of the now dormant popular uprising from April to June called "Bwa Kale," in which crowds of Haitians armed with machetes hunted down and killed criminal gang members.

Sanctions and imperialist intervention

Western imposed sanctions have long served as U.S. "regime change" vehicles to advance imperialist goals, i.e., Cuba, Venezuela, Nicaragua, etc., not to advance human rights. Sanctions can be preludes to actual occupation, as the 1994 occupation by over 20,000 U.S.-led UN troops demonstrated. In decades past, the U.S. used embargoes and sanctions to orient Haiti's economy toward export agriculture and to maintain Haiti as a low-wage haven for capitalist exploitation. Most recently, UN Resolution 2692 was unanimously adopted by the Security Council on Jul. 14, 2023, extending the mandate of the UN Integrated Office in Haiti (BINUH). The permanent members of the UN Security Council are only the U.S., Russia, France, United Kingdom, and China.

History of imperialist occupation

Haiti has repeatedly been a victim of U.S. and UN military occupations –1915-1934, 1994-2000, and 2004-2017. Thousands died in the "Caco" rebellion against the 1915 occupation. Each occupation reinforced the parasitic, pro-U.S. Haitian ruling elite that preyed on the super-exploitation of the Haitian masses. This included Washington's propping-up of the vicious Duvalier family dictatorship of 1957-1986.

As is widely recognized in Haiti, these occupations aimed at reinforcing the class structure of corruption and misery in Haiti today. In 2010, a contingent of Nepalese soldiers, a component of the UN occupation force MINUSTAH, dumped feces in the headwaters of the Artibonite River, used for bathing, drinking, and irrigation, thereby causing a nationwide cholera epidemic. Cholera killed at least 10,000 Haitians and infected some 800,000 others. For years, the UN denied responsibility in class action lawsuits brought by affected families, with the Obama administration's attorneys defending the UN's crass denials.

suite à la page(16)

U.S. Apparel Industry Endorses Looming Haiti Invasion

by Dan Cohen



Haitians working in an assembly industy sweatshop

As the Biden administration works diligently to organize an invasion of Haiti – most recently with Kenya's pledge to send 1,000 police officers – the sweatshop labor industry is celebrating.

American Apparel and Footwear Association (AAFA) president and CEO Steve Lamar applauded Kenya's recent announcement that it would send 1,000 police officers in support of an "anti-gang" mission, telling the trade publication *Sourcing Journal* that it "reinforces that a country like Kenya has shared values, and shared prosperity, with the United States and with Haiti, and is trying to be a long-term partner." He added that "There may also be some residual benefits to the U.S.-Kenya, and writ-large, the U.S.-Africa relationship."

The wretched conditions of Haitian assembly factory workers, which have scarcely changed in 40 years, is movingly documented in the 1983 feature documentary *Bitter Cane*, which won a second prize at the Cannes Film Festival that year.

Haiti has emerged as a test-case for the Global Fragility Act, Washington's strategy to maintain dominance in neocolonial outposts amid a resurgence from Russian and China, using diplomacy, aid and military force.

Rwanda, the Bahamas, Jamaica, Trinidad and Tobago, and CARICOM have also pledged to partake in the U.S.-organized military intervention. A UN resolution authored by the U.S. and Ecuador will soon be voted on at the Security Council, though is uncertain to pass because of potential vetoes from Russia and China.

As the U.S. cold war with China has bifurcated the global economy between east and west, apparel manufacturers have begun to move their operations to their other locales for cheap labor. A July, 2023 study found that 61% of apparel companies have stopped using Chinese operations as their primary supplier, a figure expected to reach 80% within two years. Among them are Next Level apparel, who in March 2023 announced it would move operations to Haiti and the neighboring Dominican Republic.

As the intervention –planned immediately following the July 7, 2021 assassination of President Jovenel Moïse –has gained steam, Republican members of Congress have pushed to renew the Haitian Hemisphere Opportunity through Partnership Encouragement (HOPE) Act and The Haitian Economic Lift Program (HELP) Act, which ensure Haitian products are exempted from U.S. tariffs.

These acts, created in 2005 and 2020, respectively, and set to expire in 2025, have played essential roles in the growth of sweatshop labor in Haiti. According to a US International Trade



AAFA president Steve Lamar: "Kenya has shared values, and shared prosperity, with the United States and with Haiti."

Commission report, U.S. imports of Haitian-made apparel quadrupled from $231 million in 2001 to $994 million in 2021, 67.9% ($751.3 million) of which entered under the HOPE and HELP Acts. Despite the benevolent language, these pieces of legislation have not benefited Haitian workers. In 2011, *Haïti Liberté*, using classified diplomatic cables provided to it by Wikileaks, published a searing exposé of how the U.S. Embassy fought a wage hike in Haiti from $1.75 a day to $5 a day, winning $3 a day instead.

The AAFA and several other garment industry associations, in a July 10 letter, urged Congress to pass the HOPE and HELP acts, writing that "Haiti's apparel sector has the potential to play a transformative role"as the industry moves away from China. The letter adds "Without timely HOPE/HELP reauthorization, Haiti will not be seen as a viable nearshoring option for businesses."

Industry figures like Paul Ryberg, President of the African Coalition for Trade, were more couched in their support for military intervention in Haiti, saying the security situation "create additional reasons for Congress to act more quickly than it might otherwise do, in order to send positive signals that



African Coalition for Trade president Paul Ryberg

companies will be able to continue to do business in Haiti."

Ryberg is hoping Congress will renew the African Growth and Opportunity (AGOA) Act, originally passed in 2000, to expand apparel manufacturing in Kenya. Already the largest exporter of apparel products under the program, the apparel industry's exodus from China has created more pressure to expand in Africa. "Over the past two years, there's been such a high level of interest in disinvestment from China that I think people are realizing that Africa is poised to become a major supplier," Ryberg said.

Nonetheless, Haiti is only 600 miles south of Florida while Africa is 6,000 miles away, which explains Washington's relentless determination to invade it to prevent a burgeoning revolution, block China's growing influence in the region, and road-test their new GFA in a country that has often over the past century been used as their foreign and military policy laboratory.

This article was first published on Dan Cohen's Substack site, Uncaptured Media.

LE NIGER MARQUE LE QUATRIÈME COU



Le nouveau président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), le général de brigade Tiani Abdoudrahamane

Par Kambale Musavuli & Vijay Prashad

Chacun de ces coups d'État a été mené par des officiers militaires irrités par la présence des troupes françaises et américaines et par les crises économiques permanentes infligées à leurs pays, écrivent Vijay Prashad et Kambale Musavuli.

Le 26 juillet à 3 heures du matin, la garde présidentielle a arrêté le président Mohamed Bazoum à Niamey, la capitale du Niger. Les troupes, dirigées par le général de brigade Abdourahmane Tchiani, ferment les frontières du pays et décrètent un couvre-feu.

Le coup d'État a été immédiatement condamné par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, par l'Union africaine et par l'Union européenne. La France et les États-Unis, qui ont des bases militaires au Niger, ont déclaré qu'ils suivaient la situation de près.

Un bras de fer entre l'armée – qui se dit pro-Bazoum – et la garde présidentielle a menacé la capitale, mais il s'est rapidement estompé. Le 27 juillet, le général Abdou Sidikou Issa de l'armée a publié un communiqué disant qu'il acceptait la situation pour "éviter un affrontement meurtrier entre les différentes forces qui (...) pourrait provoquer un bain de sang".

Le 28 juillet, Tchiani a annoncé à la télévision qu'il était le nouveau président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP).

Le coup d'État au Niger fait suite à des coups d'État similaires au Mali (août 2020 et mai 2021), au Burkina Faso (janvier 2022 et septembre 2022) et en Guinée (septembre 2021). Chacun de ces coups d'État a été mené par des officiers militaires irrités par la présence des troupes françaises et américaines et par les crises économiques permanentes infligées à leurs pays.

Cette région d'Afrique – le Sahel – a été confrontée à une cascade de crises : la dessiccation des terres due à la catastrophe climatique ; la montée du militantisme islamique due à la guerre de l'OTAN en Libye en 2011 ; l'augmentation des réseaux de contrebande pour le trafic d'armes, d'êtres humains et de drogues à travers le désert ; l'appropriation des ressources naturelles – y compris l'uranium et l'or – par des entreprises occidentales qui n'ont tout simplement pas payé correctement pour ces richesses ; et l'enracinement des forces militaires occidentales à travers la construction de bases et le fonctionnement de ces armées en toute impunité.

Deux jours après le coup d'Etat, le CNSP a annoncé les noms des 10 officiers qui le dirigent. Ils sont issus de l'ensemble des forces armées, de l'armée de terre (le général Mohamed Toumba) à l'armée de l'air (le colonel-major Amadou Abouramane) en passant par la police nationale (le directeur général adjoint Assahaba Ebankawel).

Il est désormais clair que l'un des membres les plus influents du CNSP est le général Salifou Mody, ancien chef d'état-major de l'armée et dirigeant du Conseil suprême pour la restauration de la démocratie, qui a mené le coup d'État de février 2010 contre le président Mamadou Tandja et qui a gouverné le Niger jusqu'à ce que le prédécesseur de Bazoum, Mahamadou Issoufou, remporte l'élection présidentielle de 2011.

C'est sous le mandat d'Issoufou que le gouvernement américain a construit la plus grande base de drones au monde à Agadez et que les forces spéciales françaises ont tenu garnison dans la ville d'Irlit pour le compte de la société minière d'uranium Orano (qui faisait autrefois partie d'Areva).

Il est important de noter que Mody est perçu comme un membre influent du CNSP en raison de son influence au sein de l'armée et de ses contacts internationaux.

Le 28 février, Mody a rencontré le président des chefs d'état-major interarmées des États-Unis, le général Mark Milley, lors de la conférence des chefs d'état-major africains à Rome, pour discuter de "la stabilité régionale, y compris la coopération antiterroriste et la poursuite de la lutte contre l'extrémisme violent dans la région".

Le 9 mars, Mody s'est rendu au Mali pour rencontrer le colonel Assimi Goïta et le chef d'état-major de l'armée malienne, le général Oumar Diarra, afin de renforcer la coopération militaire entre le Niger et le Mali.

Quelques jours plus tard, le 16 mars, le secrétaire d'État américain Antony Blinken s'est rendu au Niger pour rencontrer Bazoum. Le 1er juin, Mody a été nommé ambassadeur du Niger aux Émirats arabes unis, ce que beaucoup de Nigériens ont perçu comme une mise à l'écart. Mody, dit-on à Niamey, est la voix dans l'oreille du général de brigade Tchiani, le chef d'État titulaire.

Corruption et Occident

Une source très bien informée au Niger nous dit que la raison pour laquelle les militaires ont agi contre Bazoum est qu'il "est corrompu, que c'est un pion de la France. Les Nigériens en avaient assez de lui et de sa bande. Ils sont en train d'arrêter les membres du système déchu, qui ont détourné des fonds publics, et dont beaucoup se sont réfugiés dans des ambassades étrangères".

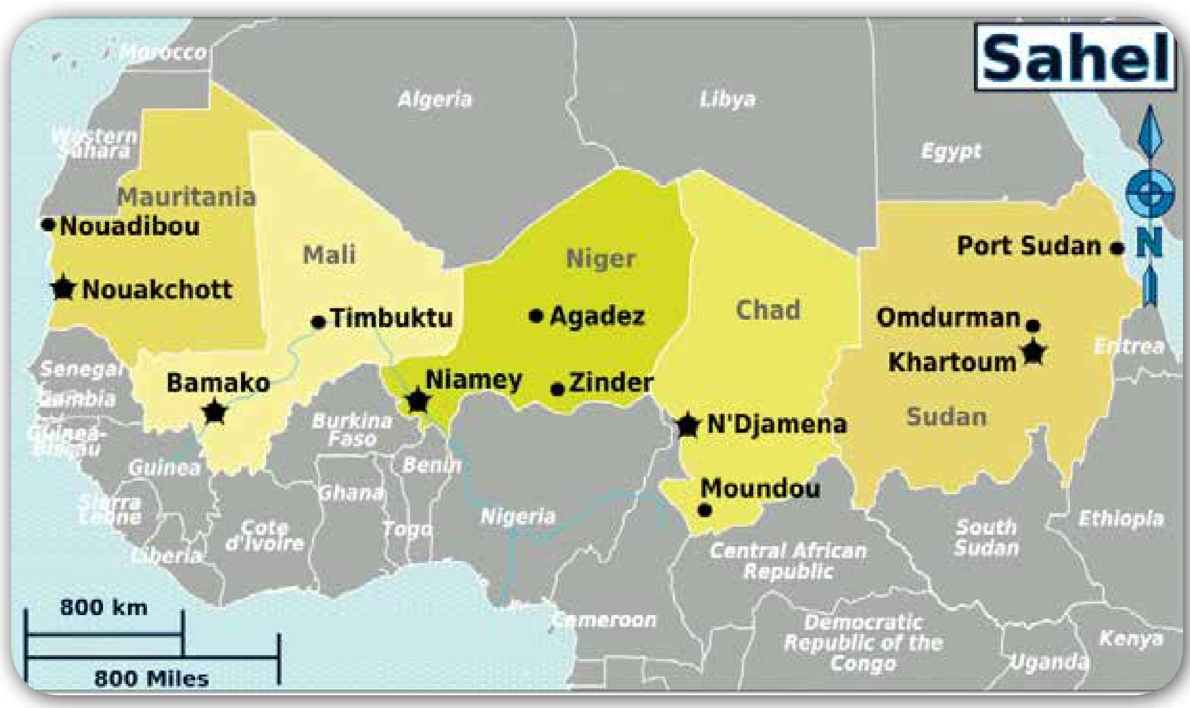
La question de la corruption plane sur le Niger, un pays qui possède l'un des gisements d'uranium les plus lucratifs au monde. La



Manifestation populaire au Niger pour supporter la prise du pouvoir par les militaires.



Défilé de soldats dans les rues de Kaloum après le coup d'État de 2021 en Guinée. (Aboubacarkhoraa, Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0)



Carte de l'Afrique saharienne. (Wikimedia Commons, CC BY-SA 3.0)

Les drapeaux nigériens et américains sont hissés lors de la cérémonie d'ouverture à Agadez, au Niger, du plus grand exercice annuel des forces d'opérations spéciales du Commandement des États-Unis pour l'Afrique. (Defense Visual Information Distribution Service, Domaine public)



Mohamed Bazoum du Niger, deuxième à gauche à la table, après Blinken à gauche, lors d'une réunion à Washington le 13 décembre 2022. Le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, à la table à droite. (Département d'Etat, Freddie Everett/ Public domain)



Le siège de SOMAIR à Niamey. (Roland Huziaker, Wikimedia Commons, CC BY-SA 2.0)

"corruption" dont on parle au Niger ne concerne pas de petits pots-de-vin versés par des fonctionnaires, mais toute une structure – mise en place pendant la période coloniale française – qui empêche le Niger d'établir sa souveraineté sur ses matières premières et sur son développement.

Au cœur de la "corruption" se trouve la soi-disant coentreprise entre le Niger et la France, appelée Société des mines de l'Aïr (Somaïr), qui possède et exploite l'industrie de l'uranium dans le pays.

Il est frappant de constater que 85 % des parts de la Somaïr sont détenues par le Commissariat à l'énergie atomique de France et deux entreprises françaises, alors que le gouvernement nigérien n'en possède que 15 %.

Le Niger produit plus de 5 % de l'uranium mondial, mais son uranium est de très haute qualité. La moitié des recettes d'exportation du Niger provient des ventes d'uranium, de pétrole et d'or. En France, une ampoule sur trois est alimentée par de l'uranium nigérien, alors que 42 % de la population de ce pays africain vit en dessous du seuil de pauvreté.

Depuis des décennies, le peuple nigérien voit ses richesses lui filer entre les doigts. Preuve de la faiblesse du gouvernement, au cours de la dernière décennie, le Niger a perdu plus de 906 millions de dollars en seulement 10 procédures d'arbitrage engagées par des sociétés multinationales devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements et la Chambre de commerce internationale.

La France a cessé d'utiliser le franc en 2002 lorsqu'elle est passée à l'euro. Mais 14 anciennes colonies françaises ont continué à utiliser la Communauté financière africaine (CFA), ce qui confère d'immenses avantages à la France. Cinquante pour cent des réserves de ces pays doivent être détenues par le Trésor français et les dévaluations du CFA par la France – comme en 1994 – ont eu des effets catastrophiques sur les pays qui l'utilisent.

En 2015, le président tchadien Idriss Déby Itno a déclaré que le CFA "tire les économies africaines vers le bas" et qu'il était "temps de couper le cordon qui empêche l'Afrique de se développer".

Dans tout le Sahel, on parle désormais non seulement du retrait des troupes françaises – comme cela a été le cas au Burkina Faso et au Mali – mais aussi d'une rupture avec l'emprise économique de la France sur la région.

Le nouveau non-alignement

Lors du sommet Russie-Afrique 2023 en juillet, le président du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, portait un béret rouge qui faisait écho à l'uniforme du leader socialiste assassiné de son pays, Thomas Sankara.

M. Traoré a réagi vivement à la condamnation des coups d'État militaires dans le Sahel, y compris à la récente visite d'une délégation de l'Union africaine dans son pays. "Un esclave qui ne se rebelle pas ne mérite pas de pitié", a-t-il déclaré. "L'Union africaine doit cesser de condamner les Africains qui décident de se battre contre leurs propres régimes fantoches de l'Occident.

En février, le Burkina Faso a accueilli une réunion à laquelle ont participé les gouvernements du Mali et de la Guinée. À l'ordre du jour figure la création d'une nouvelle fédération de ces États. Il est probable que le Niger soit invité à ces conversations.

Arrêt sur info — 03 août 2023

Lettre contre l'intervention militaire étrangère en Haïti



A bas l'occupation américaine !

Par Jimy Mertune

Faisant suite au tweet de l'Ambassadeur Dmitry Polyanskiy (Représentant permanent de la Russie auprès des Nations Unies) sur la question cruciale de l'intervention militaire de l'ONU en Haïti, le citoyen haïtien Jimy Mertune s'est adressé à l'ambassadeur et pour l'édification de nos lecteurs Haïti Liberté se fait le plaisir de reproduire quelques extraits de sa lettre.

Port-au-Prince, le 08 Août 2023
Son Excellence, Monsieur Dmitry Polyanskiy, Représentant de la Fédération de Russie auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies

Monsieur l'Ambassadeur,

Nous, Organisations et Personnalités signataires de cette lettre, voulons tout d'abord vous féliciter et vous remercier d'avoir pensé à consulter les acteurs haïtiens sur le terrain afin de recueillir leurs opinions en ce qui concerne la question de l'envoi d'une force armée d'occupation qui, comme annoncé, aurait pour mission, entre autres, de combattre les gangs armés et rétablir un climat de sécurité en Haïti. Nous apprécions à sa juste valeur cette démarche remarquable visant une meilleure compréhension de la réalité sur le terrain évitant ainsi de se laisser broyer par cette machine géante de propagande politique.

Nous profitons aussi de cette occasion pour vous remercier de votre engagement indéfectible et de votre intérêt investi à aider à résoudre la crise actuelle qui perdure depuis trop longtemps en Haïti. Nous sommes très reconnaissants pour les relations historiques qui existaient autrefois entre nos nations, en particulier lorsqu'Alexandre Ier de Russie a fait de votre pays le premier à reconnaître l'indépendance d'Haïti au péril de son prestige et de sa dignité avec une décision aussi hasardeuse impliquant le pays noir libre. Le peuple haïtien est encore plus reconnaissant de la position cohérente et correcte de votre pays contre l'intervention militaire en Haïti lors des différentes réunions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Votre position partagée par d'autres pays comme la Chine reflète le désir des haïtiens qui rejettent la vieille politique de pansement d'intervention militaire en Haïti qui n'a apporté aucun changement ou stabilité réel, significatif et durable en Haïti. Nous vous exhortons, vous et votre pays, à continuer de voter contre tout déploiement immédiat d'une force armée militaire en Haïti pour occuper un pays déjà marginalisé, exploité, enseveli dans le chaos total, le désespoir et la misère. En ce sens, il nous paraît opportun de relever les points suivants :

Nous tenons à vous informer que la demande illégale d'une intervention militaire qui sert de prétexte au Secrétaire général de l'ONU, M António Guterres et à l'administration Biden a été formulée par un gouvernement haïtien de facto et décrié ; ce gouvernement est prêt à tout pour assurer son maintien au pouvoir et continuer ainsi à opprimer le peuple haïtien au profit de ses supporteurs internationaux. Une telle sollicitation est de nature à pénaliser encore plus le peuple haïtien et à entraver la jouissance de son droit légitime à l'autodétermination reconnu par la charte même de l'ONU. Mr. Ariel Henry est illégal, illégitime et largement impopulaire. Sa réputation est entachée par les rumeurs répétées de son association avec les gangs. Les crises qui se chevauchent ont suscité des protestations de colère continues contre le gouvernement impopulaire. Le peuple a appelé à travers de multiples manifestations et protestations au départ de Me. Ariel Henry qui usurpe au poste de premier ministre. La population demande la fin d'un régime qui s'est livré à une corruption endémique, a collaboré avec des gangs et a été impliqué dans l'assassinat de l'ancien président selon un rapport du New York Times publié le 14 septembre 2021. L'insécurité constitue son instrument politique pour affermir son pouvoir.

Il n'y a eu aucun sentiment d'urgence et aucune intention explicite du gouvernement d'éradiquer ou de contrôler les gangs dans le pays. La situation ne fait qu'empirer au cours des deux dernières années du gouvernement de facto d'Ariel Henry. Indifférent et déconcerté par la situation dans le pays depuis son usurpation du pouvoir, suite au meurtre de Jovenel Moïse, les gangs ont gagné en puissance, l'impunité règne et la situation ne cesse de se dégrader.

Des milliers de personnes ont été chassés et persécutés par les gangs accompagnés de leurs enfants, laissant leur maison pour se réfugier dans les rues. Le gouvernement n'a prévu aucune assistance sociale à ces victimes. [...] La demande de Me. Ariel d'une intervention militaire internationale en Haïti est une autre tentative de conserver le pouvoir en utilisant la communauté internationale comme son pont aux dépens du peuple haïtien. La force internationale munie d'immunité, sous son commandement, ne fera que remplacer les gangs qui sont devenus trop encombrants pour son régime.

Le non-respect par les Etats-Unis d'Amérique de la Résolution 2653 (2022) adoptée depuis octobre 2022 par le Conseil de Sécurité relative au trafic d'armes vers Haïti.

Une enquête de **l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime** (ONUDC) atteste que les armes et munitions utilisées par les gangs à des fins terroristes contre la population proviennent surtout des Etats-Unis d'Amérique. Il suffit d'obtenir l'arrêt immédiat de l'approvisionnement en armes et munitions des gangs qui sèment **la terreur** en toute impunité et en toute quiétude pour parvenir rapidement à bloquer leurs actions criminelles. Si le gouvernement américain accepte enfin d'appliquer effectivement au niveau de ses ports et aéroports les mesures de contrôle nécessaires et particulièrement la **Résolution 2653 (2022)** adoptée par le **Conseil de Sécurité** le 21 octobre 2022 interdisant le trafic d'armes des Etats-membres de l'ONU vers Haïti, les gangs seront inopérants. Une fois coupées leurs principales sources d'approvisionnement en armes et munitions et leurs financeurs-euses paralysés, les gangs seront certes incapables de continuer à semer la terreur, de bloquer les routes, de kidnapper, massacrer la population, maintenir et renforcer l'insécurité.

« *La priorité absolue pour résoudre la crise en Haïti est de stabiliser la situation sécuritaire. L'afflux massif d'armes et de munitions en Haïti en provenance de l'étranger est un facteur important qui alimente la violence endémique des gangs. S'il n'est pas arrêté, aucun montant de soutien à la police haïtienne ne fera de différence. À la demande et à l'insistance répétées de la Chine, la résolution qui vient d'être adoptée exhorte vivement tous les pays à cesser immédiatement de fournir des armes et des munitions aux gangs haïtiens et à leurs partisans et à prendre toutes les mesures pour freiner le trafic et la contrebande d'armes* » (Geng Shuang - chinois :   ; pinyin : Gěng Shuang ; Représentant permanent adjoint de la Chine auprès des Nations Unies.).

[...]

Rejet de l'ingérence étrangère et respect de son droit à l'autodétermination

L'intervention militaire injustement sollicitée et à laquelle s'accrochent le secrétaire général et les USA ne saurait en aucune manière garantir la paix et la sécurité ou combattre les gangs armés en mission. Haïti a connu déjà diverses expériences douloureuses d'intervention militaire qui n'ont fait qu'empirer sa situation. Des dizaines de milliers de familles haïtiennes gardent encore le goût amer du lourd tribut laissé par les diverses missions onusiennes d'occupation, particulièrement celle dénommée MINUSTAH qui a introduit le fléau meurtrier du choléra en 2010. De plus, cette intervention armée s'inscrit dans un projet impérialiste de consolidation du pouvoir en place rejeté par le peuple.

Elle entre, en particulier dans un plan stratégique et machiavélique de renforcement de la tutelle imposée par les puissances impérialistes en vue de parvenir à un contrôle politique systématique d'Haïti.

Solutions - Le cri du peuple Haïtien : le Départ du Premier Ministre de facto Ariel Henry

Tout effort international pour rétablir l'ordre en Haïti doit s'accompagner d'un changement d'administration et ne pas soutenir l'actuel gouvernement illégitime d' Ariel Henry. Par conséquent, le peuple haïtien en souffrance mais en lutte exige le départ sans condition de cette équipe gouvernementale corrompue, criminelle, discréditée et une Haïti souveraine, libérée de l'ingérence des puissances impérialistes. Il ne veut plus de Monsieur Ariel Henry qu'il a déjà rejeté à cause de son incapacité, de son insensibilité, de son inhumanité, de sa trahison et de la servilité avec laquelle il exécute, au détriment des intérêts nationaux, les diktats funestes du Core Group qui l'a flanqué, contre la volonté populaire, à la tête de notre pays.

Un Gouvernement de Transition et de consensus pour résoudre la crise politique. Solution Constitutionnelle.

Haïti n'a pas de problème de sécurité. Haïti a un problème de leadership. Il est nécessaire de rechercher des solutions constitutionnelles, institutionnelles et démocratiques pour faire face à l'instabilité socio-politique que traverse le peuple haïtien pour garantir le respect de la démocratie et de l'État de droit. La solution à cette crise politique en cours se trouve dans l'application de la constitution haïtienne de 1987 jamais amendée et un consensus national pour former un gouvernement de transition. L'application de la Constitution de 1987 s'inscrit dans une démarche visant à garantir une solution constitutionnelle susceptible d'asseoir la confiance et l'adhésion de la population dans cette sortie, conditions indispensables et obligatoires afin de réaliser des élections légales, crédibles, juste impartiales, inclusives et légitimes.

Le corpus juridique et la constitution haïtienne exigent un gouvernement bilatéral. La Constitution de 1987, article 149, prévoyait un mécanisme de remplacement du Président de la République selon lequel : « *En cas de vacance de la Présidence de la République pour quelque cause que ce soit, le Président de la Cour de cassation de la République ou, en son absence, le vice-président de cette Cour ou en son absence, le doyen des magistrats et ainsi de suite par ordre d'ancienneté, est investi provisoirement de la fonction de président de la République [...]* » ; La Cour de cassation est la plus haute instance du pouvoir judiciaire de la République d'Haïti, la seule institution démocratique subsistante aujourd'hui. Le pays a eu des précédents et des expériences positives avec la Cour de Cassation dans le passé, notamment à travers la Présidente Ertha Pascal Trouillot en 1990 et le Président Boniface Alexandre en 2004 qui ont organisé des élections dans le pays qui confrontaient des crises politiques semblables. Aucune solution n'est possible à travers des accords et consensus qui ne sont pas inclusifs, légaux ou constitutionnels.

Support adéquat aux forces de sécurité - Police National d'Haïti - PNH

Les problèmes de sécurité du pays ne peuvent être résolus qu'avec un engagement fort du leadership de la Police Nationale d'Haïti supporté par un gouvernement légitimement digne de confiance. Les forces de sécurité du pays ont besoin de financement, d'équipement et un armement adéquat. De plus, une réforme de la police s'impose pour purger l'institution des agents corrompus qui ont des connivences avec les gangs. La PNH a également un besoin urgent de formation bilatérale, d'augmentation du personnel, de rétablissement de confiance, une forte augmentation de policiers, d'assistance technique et logistique pour aider à éradiquer les gangs et maintenir la paix et la sécurité dans le pays. Des policiers ont vécu des mois sans salaire tandis que le gouvernement se soit prêt à recevoir une force d'intervention qui coûtera $200 à $400 Millions US.

[...]

Vous remerciant à l'avance de l'attention que vous porterez à la présente, nous signataires, vous prions d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de notre haute considération.

Lettre de Haïti Liberté à l'Ambassadeur de la Fédération Russe à l'ONU Dmitry Polyanskiy



L'Ambassadeur de la Fédération Russe à l'ONU Dmitry Polyanskiy

Par Berthony Dupont

« Le 12 juillet dernier l'Ambassadeur Polyanskiy a publié le tweet suivant : L'enjeu d'une intervention internationale visant à rétablir l'ordre et la sécurité en Haïti, ainsi qu'à lutter contre la violence des gangs, demeure controversé tant pour le peuple haïtien que pour la communauté internationale. Nous recevons des informations contradictoires sur ce que pensent les Haïtiens eux-mêmes de cette idée.

Nous vous invitons à partager vos idées, opinions ou positions sur cette question en nous écrivant à l'adresse e-mail ***russia4haiti@gmail.com****. Veuillez indiquer clairement le groupe politique, social ou le mouvement que vous représentez, le cas échéant.*

Nous apprécions votre participation et votre contribution à cette discussion cruciale. Vos perspectives aideront à mieux comprendre les différentes opinions sur ce sujet complexe. »

Sur ce, le journal Haïti Liberté, lui, avait fait le 31 Juillet 2023 la réponse suivante :

Monsieur l'Ambassadeur,

En réponse à votre tweet du 12 juillet, nous tenons à souligner, comme nous l'avons fait dans notre discours du 21 décembre 2022 au Conseil de sécurité de l'ONU, que nous, à *Haïti Liberté*, le plus grand hebdomadaire d'Haïti qui représente et articule les perspectives de nombreuses organisations populaires et progressistes haïtiennes, sont totalement et fermement opposées à toute intervention militaire étrangère en Haïti.

Cette intervention, qui est promue par le gouvernement américain par l'intermédiaire de sa marionnette haïtienne, le Premier ministre de facto Ariel Henry, ne devrait pas être autorisée à recueillir une quelconque légitimité de la part des Nations Unies.

Pour autant que nous comprenions, l'ONU ne peut pas «déléguer» ou «sous-traiter» une seule nation ou un groupe de nations pour mener à bien sa mission de protéger *«la paix et la sécurité internationales»*. Cela ne peut être fait que par une mission de maintien de la paix de l'ONU sous le contrôle et la surveillance du Conseil de sécurité de l'ONU. Cet effort, que le secrétaire général Antonio Guterres encourage sans vergogne, pour créer une «force internationale sanctionnée par l'ONU» est une violation de la Charte des Nations Unies et est sans précédent historique.

De plus, les troubles d'Haïti aujourd'hui sont une affaire purement politique intérieure qui ne menace en rien la paix et la sécurité internationales.

Enfin, la Constitution haïtienne interdit expressément et catégoriquement le stationnement de toute troupe étrangère sur le sol haïtien.

Nous exhortons donc votre délégation à opposer son veto à tout vote visant à autoriser une telle force en Haïti.

Sincèrement,
Berthony Dupont
Directeur, Haïti Liberté

La zone de mort

Par André Charlier

La tactique de la "zone de mort" (*Killing Zone* en anglais) est aussi vieille que la guerre. Pour ne prendre qu'un exemple, c'est ce que le roi d'Angleterre Henry III fit à la chevalerie française à la bataille de Crécy-en-Ponthieu, le 26 août 1346. Ayant placé son armée sur une position qui ne pouvait être tournée, et massé ses archers (des hommes entraînés depuis l'enfance au tir à l'arc) au centre, il mit les hommes d'armes du roi de France dans une position où ils ne pouvaient l'attaquer que de front. Poussés par une tête chaude qui devait d'ailleurs se faire tuer, le duc d'Alençon, et enfreignant les ordres du roi, les chevaliers foncèrent, héroïquement et stupidement, dans une pluie de flèches. Le résultat: au moins 7000 morts français, moins de 100 anglais. *Une raclée magistrale…*

Plus près de nous, la même chose, sur une beaucoup plus grande échelle, devait se passer à Koursk, dans le sud de la Russie, du 5 au 23 juillet 1943. Les Russes (les Soviétiques à l'époque) avaient appris que les Nazis se proposaient de les attaquer là, parce que c'était le point le plus vulnérable de leur front, un grand saillant qui offrait à la Wehrmacht la possibilité de l'attaquer au nord et au sud, pour y encercler les troupes de l'Armée Rouge et les détruire. Certains généraux soviétiques, comme le brillant Vatoutine (que les Allemands appelaient *le Grand Maître* en raison de ses capacités tactiques) voulaient empêcher cela par une attaque préventive. Mais Staline se rangea à l'avis de Joukov et de Vassilievsky, qui était d'adopter une attitude défensive, de fortifier au maximum le saillant, d'absorber l'attaque allemande, et de ne passer à l'offensive qu'une fois celle-ci repoussée. Ce qui fut fait. L'Armée Rouge fortifia le saillant au moyen d'abondants champs de mines antipersonnel et antichars, de pièges et d'obstacles antichars (tranchées et *dents de dragon*) d'artillerie antichars et surtout de lignes de défense échelonnées en profondeur. L'infanterie et les divisions *panzer* (abréviation de *panzerkampfwagen,* qui veut dire char d'assaut ou tank en allemand) vinrent se casser les dents dessus, et Hitler dut finalement mettre fin à l'opération. Alors commença la longue retraite allemande jusqu'à Berlin, et au suicide du Führer…

Ce qui se passe actuellement, depuis le lancement de l'offensive ukrainienne le 4 juin, est une version élargie et modernisée de ce qui se passa à Koursk en juillet 1943. L'armée Russe a transformé tout le front russo-ukrainien, à l'exception d'Artiomosk (Bakhmout), en une longue *Zone de Mort* sur laquelle les meilleures troupes de l'armée Ukrainienne, en particulier ses brigades blindées et mécanisées, sont venues s'enferrer, avec des résultats aussi prévisibles que désastreux.

Empêtrés dans des champs de mines extensifs et denses qu'il devient nécessaire d'essayer de déminer sous le feu de l'ennemi, car n'ayant pas les moyens de réduire l'artillerie et les lance-missiles Russes au silence, sans couverture aérienne ni préparation suffisante, les chars et les transports de troupe blindés Ukrainiens ont été massacrés par les hélicoptères d'attaque Kamov KA-52 Alligator et les différentes armes antichars, portables et non-portables, de leur ennemi. Sur tous les réseaux sociaux, le monde entier a pu en voir le résultat: les cimetières de chars où se côtoyaient Léopards allemands, Bradleys américains, AMX français, et j'en passe, à grand renfort de colonnes de fumée noire. *Une défaite format adulte…*

Naturellement, la propagande occidentale a aussitôt clamé à cor et à cri, et clame encore, le contraire de ce que tout le monde sauf les aveugles pouvait voir: que l'armée Ukrainienne s'était fait, en termes de chez nous, *décherpiller,* ayant commis le péché mortel militaire de se lancer la tête la première contre un ennemi préparé de longue date, ayant tout fait pour lui résister, et de surcroît l'attendant.

Comme les chevaliers français de Crécy-en-Ponthieu, en 1346…

Il suffit de regarder une carte de la ligne de front actuelle, et de la comparer à une seconde, datant du 4 juin celle-là: elles sont pareilles. La ligne de front n'a pas bougé. C'est la preuve par neuf que malgré toute la propagande, tous les mensonges, l'offensive ukrainienne, vieille de plus de deux mois maintenant, est un échec retentissant. Qui a coûté à l'Ukraine, en deux mois, 42 000 morts…

Et il y a déjà des signes de décomposition de l'armée ukrainienne: des unités refusent d'attaquer, des soldats désertent, passent aux Russes, se rendent, les mercenaires étrangers abandonnent l'Ukraine… Le vent a tourné. Il faudrait négocier et arriver à un compromis boîteux, mais vivable, comme tous les compromis. Mais Zelensky, poussé par les globalistes des deux côtés de l'Atlantique, exige que les Russes se rendent avant même d'accepter de leur parler…

Je souhaite qu'on ne force pas la Russie à faire à l'Ukraine ce que l'alliance anglo-américano-soviétique dut faire à l'Allemagne nazie: réduire toutes les grandes villes en poussière. Mais pour cela, il faudrait qu'à l'Ouest, il y ait du nouveau: des chefs d'Etat et de gouvernement enfin raisonnables, qui acceptent que la guerre Américaine d'Ukraine est perdue, et prennent les mesures nécessaires. Ou, à défaut, des peuples qui leur réactivent les neurones encrassés en leur mettant le feu au derrière…

Les globalistes et néocons de l'OTAN ont surestimé leurs forces et sous-estimé celles de la Russie. Ils ne savaient pas que le complexe scientifico-militaro-industriel qui avait gagné la Grande Guerre Patriotique existait toujours, ils n'avaient pas compris que le gouvernement russe pouvait mobiliser tant d'hommes et les équiper de tant de matériel meilleur que le leur, et surtout ils ne savaient rien du profond patriotisme des peuples de la Fédération de Russie, et de leur résolution de ne pas se laisser coloniser par un Occident brutal, corrompu et corrupteur.

Byen konte, mal kalkile…

Intervention de l'armée kenyane en Haïti : Communiqué de la Fondation Frantz Fanon !



La Fondation Frantz Fanon dénonce fermement le projet d'intervention de l'armée kenyane en Haïti. L'humanitaire en Haïti est de facto principalement géré par les militaires. Les Etats de la CARICOM et certains Etats Africains se joignent aujourd'hui au CORE group et aux Nations Unies pour engager une action armée : pensent-ils vraiment ainsi résoudre le problème de la violence en Haïti ? La présence des gangs peut elle être résolue par une autre forme de violence ?

Cette intervention militaire se fait contre le droit du Peuple haïtien à l'autodétermination et à la souveraineté, et cette violence institutionnelle ne fait que reproduire la violence exercée par les anciens colonisateurs dont la France, qui a contraint l'Etat haïtien au paiement d'une dette illégitime et illégale pour prix de sa Liberté et de son indépendance, mais aussi les États Unis et des institutions internationales telles que le FMI et la Banque mondiale. Le projet de cette intervention militaire prolonge celui des anciens colonisateurs: par tous les moyens, empêcher l'émergence de la première République noire. Cette intervention se présentant comme une solution aux problèmes de la société haïtienne ne fera que reconduire le processus à l'origine de ces mêmes problèmes : le déni de la souveraineté du peuple haïtien sur son territoire, son économie et sur ses institutions. Par l'intervention illégitime et anti-panafricaine de l'armée kenyane, les Etats impérialistes utilisent les Etats africains pour prolonger leur politique de domination raciste sur Haïti. L'Afrique pense-t-elle échapper au même traitement que celui imposé à Haïti en se faisant le bras armé de la domination coloniale ? Haïti a été et demeure le laboratoire de l'oppression des peuples africains à travers le monde, sur le continent et dans la Diaspora. Aujourd'hui c'est Haïti, demain ce sera un des Etats de la CARICOM, qui aura accepté d'ajouter sa signature à ce projet d'intervention militaire. La Fondation Frantz Fanon dénonce avec force cette intervention et l'instrumentalisation d'Etats africains pour l'accomplissement des intérêts des Etats impérialistes. Sans Unité africaine, sans renversement de l'ordre international libéral, sans mouvement global pour des Réparations politiques et collectives, les Etats africains seront condamnés à reproduire les pratiques et les formes de la domination coloniale capitaliste occidentale.

C'est dans ce contexte que la Fondation Frantz Fanon, en partenariat avec la Coalition internationale pour la Décennie des Personnes Afro-descendantes, se rend en Haïti du 8 au 16 août pour rencontrer des représentants du mouvement social haïtien. La mission défendra les positions panafricaines de Frantz Fanon et de tous les combattants qui se sont levés pour réaliser l'Unité panafricaine, qui ne peut passer que par Haïti. « *Les colonisés n'ont pas de gouvernement. Ils ont des oppresseurs* », Jean Casimir.

Fondation Frantz Fanon
7 août 2023

Capitalisme et impérialisme : nulle part où fuir, nulle part où se cacher



Par Bhabani Shankar Nayak*

Il fut un temps où le terme "mondialisation" dominait le discours public, se présentant comme la seule alternative disponible et la panacée à toutes les difficultés du monde. Il était considéré comme un paradigme politique promettant la paix, la prospérité, la croissance économique et le développement humain. Toutefois, ces derniers temps, la mondialisation semble avoir disparu des débats publics, les décideurs politiques agissant comme si elle n'avait jamais existé dans l'histoire de l'humanité. La libéralisation, la privatisation et les ajustements structurels ont servi de piliers à la mondialisation en tant que projet du capitalisme mondial. Ils ont temporairement occulté la violence débridée associée au colonialisme, au capitalisme et à l'impérialisme, créant au contraire une violence structurelle silencieuse caractérisée par la marginalisation, la pauvreté, la faim et le sans-abrisme. Les guerres ont été momentanément remplacées par le libre-échange qui, à son tour, a accéléré les processus de dépossession, de dénuement et de mort des travailleurs. La mondialisation capitaliste a jeté les bases permettant aux puissances impérialistes de maintenir leur hégémonie politique et économique, directement et indirectement, sur les peuples, leurs terres et leurs ressources. Les pratiques de libéralisation, de privatisation et de mondialisation ont effectivement consolidé la richesse entre les mains d'une poignée de privilégiés. En conséquence, le monde a été témoin de la montée des milliardaires à côté de l'extrême pauvreté et des masses marginalisées.

Les prêtres du capitalisme mondial et des puissances impérialistes ont promis que la mondialisation conduirait à la paix, à la prospérité et à la stabilité pour tous. Cependant, les véritables conséquences de la mondialisation ont été mises à nu par le rapport "Survival of the Richest" (La survie des plus riches) publié par Oxfam International en 2023. Alors que le monde était aux prises avec les ravages de la pandémie, la plupart des gens souffraient d'une crise du coût de la vie qui persistait même après la pandémie. Selon le rapport, la réalité est sombre : "les 1 % les plus riches ont accaparé près des deux tiers de toutes les nouvelles richesses, soit près de deux fois plus d'argent que les 99 % les plus pauvres de la population mondiale" depuis 2020. Le rapport révèle également des preuves choquantes que "les fortunes des milliardaires augmentent de 2,7 milliards de dollars par jour", tandis que "les entreprises alimentaires et énergétiques ont plus que doublé leurs bénéfices en 2022, versant 257 milliards de dollars à de riches actionnaires, tandis que plus de 800 millions de personnes se sont couchées le ventre vide". Ces résultats mettent en évidence les inégalités criantes qui frappent notre monde aujourd'hui.

Le plus décourageant est peut-être le fait que les milliardaires paient moins d'impôts que les vendeurs de rue, ce qui perpétue les disparités criantes entre les riches et les pauvres. La mondialisation a, en effet, créé un monde de prospérité inimaginable pour les milliardaires et de pénurie profonde pour les masses. Les promesses de paix et de prospérité sont devenues, pour beaucoup, un rêve lointain, tandis que la concentration des richesses entre quelques privilégiés continue de creuser le fossé entre les nantis et les démunis. La mondialisation a engendré un monde de prospérité inimaginable pour les milliardaires et de pénurie pour les masses.

La crise semble être profondément ancrée dans les systèmes et processus capitalistes et impérialistes, qui sont conçus pour servir les intérêts et l'expansion des richesses de l'élite puissante. Les États et les gouvernements capitalistes du monde entier se voient souvent contraints, directement ou indirectement, de se conformer aux désirs et aux exigences des forces impérialistes. S'ils ne le font pas, ils risquent d'être confrontés à des guerres et à la déstabilisation. Dans des régions comme l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Europe, les États et les gouvernements ont fait l'expérience des effets néfastes des actions capitalistes et impérialistes. Ces forces ont continuellement cherché à exploiter leurs ressources et à perturber leurs sources de subsistance, ce qui a entraîné le déplacement de personnes sur leur propre territoire, les transformant en réfugiés. Les programmes capitalistes et impérialistes peuvent être considérés comme exerçant un contrôle significatif sur la souveraineté et l'autonomie des nations, perpétuant ainsi l'inégalité et l'injustice à l'échelle mondiale. Cette exploitation et cette déstabilisation ont laissé de nombreux pays et régions aux prises avec des problèmes qui entravent leur croissance et leur développement.

L'impact des systèmes capitalistes et impérialistes ne se limite pas à tromper les populations de régions comme l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et le Moyen-Orient. Il touche également leurs propres citoyens en Europe et aux États-Unis. L'augmentation de la pauvreté des enfants, des sans-abri, de l'insécurité alimentaire et du chômage sont des caractéristiques évidentes des pays capitalistes et impérialistes. Les guerres dites nationalistes qui sont ostensiblement menées pour garantir la souveraineté et la démocratie servent souvent de voile pour faciliter le pillage des ressources naturelles et autres afin d'enrichir les sociétés capitalistes contrôlées par les puissances impérialistes.

Les conséquences du capitalisme et de l'impérialisme sont considérables et conduisent à la mondialisation des génocides ethniques, culturels, religieux et économiques. Ces atrocités sont le résultat direct des systèmes en place, qui ont formé des partenariats avec des réactionnaires religieux, culturels et politiques pour soutenir un système qui ne profite en fin de compte qu'à une poignée de privilégiés. La recherche du profit a entraîné la destruction des personnes et de la planète. L'un des problèmes les plus urgents découlant du capitalisme est la crise écologique, qui est la conséquence directe de la surexploitation de la nature pour soutenir le système fondé sur le profit établi par le capitalisme. Ce mépris de l'environnement et la poursuite d'une croissance sans fin ont eu des effets dévastateurs sur les écosystèmes de la Terre et menacent le bien-être de tous les êtres vivants.

Les répercussions des actions capitalistes et impérialistes ne se limitent pas à des régions spécifiques, mais ont des implications étendues, affectant à la fois les personnes et la planète à l'échelle mondiale. La résolution de ces problèmes nécessite une compréhension globale des causes profondes et un effort collectif pour promouvoir des alternatives plus équitables et plus durables. En effet, les gens sont de plus en plus conscients que la mondialisation capitaliste sert principalement les intérêts des sociétés impérialistes, qui opèrent sous la domination d'anciennes puissances coloniales. Ce programme axé sur le profit conduit souvent à l'atomisation de la culture à la maison et sur le lieu de travail, ce qui favorise un sentiment d'aliénation dans la vie des travailleurs. Cette aliénation peut avoir pour effet néfaste d'affaiblir la conscience progressiste de la population. Malgré les tentatives d'occulter leurs échecs, les défauts du capitalisme et de l'impérialisme deviennent de plus en plus évidents pour les masses. Les gens reconnaissent les défauts inhérents à ces systèmes, qui ne donnent pas la priorité au bien-être de la majorité et qui, au contraire, perpétuent l'inégalité et l'exploitation.

En réponse à cette crise capitaliste et impérialiste, des mouvements transnationaux prônant l'approfondissement de la démocratie et la défense des intérêts des peuples et de la planète prennent de l'ampleur. Ces mouvements visent à remettre en cause le statu quo et à créer un monde plus juste et plus équitable. Cependant, les forces du capitalisme et de l'impérialisme ne sont pas des spectateurs passifs. Elles cherchent à contrer ces luttes mondiales en facilitant les mouvements réactionnaires qui agitent les drapeaux d'un nationalisme réactionnaire et exploitent les sentiments religieux. Ces efforts visent à détourner l'attention des questions plus vastes qui se posent et à saper les efforts collectifs contre la domination capitaliste et impérialiste. Dans ce paysage complexe et dynamique, il est essentiel que les partisans d'une transformation progressiste et égalitaire restent vigilants, maintiennent la solidarité et poursuivent la lutte pour un avenir plus juste et plus durable pour tous.

Les travailleurs du monde entier reconnaissent de plus en plus l'interconnexion de leurs intérêts et de leur bien-être. Ils comprennent de plus en plus que les luttes individuelles doivent céder la place à des efforts collectifs pour parvenir à une véritable émancipation face aux défis posés par le capitalisme et l'impérialisme. Cette prise de conscience favorise un sentiment de solidarité et la réalisation que le sort de l'humanité et de la planète sont inextricablement liés. La résolution des problèmes urgents de notre époque, tels que le changement climatique, les inégalités sociales et l'exploitation économique, nécessite une action collective et un engagement en faveur d'une transformation progressive, inclusive et démocratique. Il est essentiel de s'éloigner des systèmes qui perpétuent les inégalités et donnent la priorité au profit plutôt qu'au bien-être des personnes et de l'environnement.

La situation mondiale actuelle montre clairement que le monopole des puissances capitalistes et impérialistes ne peut apporter de solutions aux défis urgents auxquels nous sommes confrontés. Un avenir durable et équitable pour tous ne peut être atteint que par un effort uni visant à démanteler ces systèmes oppressifs. En effet, il n'y a nulle part où fuir ou se cacher face aux réalités auxquelles nous sommes confrontés. La seule façon d'avancer est de coopérer et de se soutenir mutuellement, en travaillant ensemble à la création d'un monde qui valorise la justice, l'égalité et la protection de la planète que nous partageons. L'engagement collectif en faveur de cette vision transformatrice est la clé pour surmonter les obstacles du capitalisme et de l'impérialisme et ouvrir la voie à un avenir meilleur et plus prometteur. Les peuples, la planète et leurs intérêts mutuels sont les seules alternatives. Il n'y a nulle part où fuir et nulle part où se cacher.

*Le Professeur Bhabani Shankar Nayak est un économiste politique qui travaille comme professeur de gestion d'entreprise et directeur de MBA, University for the Creative Arts au Royaume-Uni. Avant de rejoindre l'UCA, il a travaillé dans les universités de Sussex, Glasgow, Manchester, York et Coventry.

Countercurrents 08 Août 2023
Traduction Bernard Tornare

DIVORCE DES ÉPOUX JEAN MILLIO JEAN BAPTISTE

Il est important de porter à la connaissance du monde des affaires, des ressortissants étrangers et du public en général que le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, a admis le divorce du sieur Jean Millio Jean Baptiste d'avec son épouse Meliza GEORGES et prononcé la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux par un Jugement rendu par défaut en date du vingt-trois juin deux mille vingt trois. L'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud a été désigné pour la transcription du dispositif du jugement. Ainsi signés Me Marie-Rose Degrand
NICOLAS Juge, Homère RAYMOND, Greffier, en présence du Ministère Public Mes Jean
Claude Jean Antoine et Arry JEAN PAUL. Cette publication est faite pour servir et valoir ce
que de droit.
Pour le Cabinet:

Me Jean Saviven FABIEN, AV.

DIVORCE DES ÉPOUX HELEINIE JEAN BAPTISTE

Il est important de porter à la connaissance du monde des affaires, des ressortissants étrangers et du public en général que le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, a admis le divorce de la dame Heleinie Jean Baptiste d'avec son époux Jean Edeze CENEJUSTE et prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux par un Jugement rendu par défaut en date du vendredi trente juin deux mille vingt trois. L'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud a été désigné pour la transcription du dispositif du jugement. Ainsi signé Me Marie-Rose Degrand NICOLAS Juge, Marie Yolande Cadet ZETRENNE, Greffière, en présence du Ministère Public Mes Jean Claude Jean Antoine et Arry JEAN PAUL. Cette publication est faite pour servir et valoir ce que de droit.
Pour le Cabinet:

Me Jean Saviyen FABIEN

AVIS

Il est porté à la connaissance du public en général que le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince a rendu en audience publique et en ses attributions civiles de divorce le jugement dont suit la teneur en faveur du sieur Jean Ronald LEGOUTE contre son épouse: «Par ces motifs, le Tribunal, après examen, le ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée ladite action: admet en conséquences, le divorce du sieur Jean Ronald LEGOUTE d'avec son épouse née Kethlyne SAUTHER pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'épouse: prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant dans la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet: commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens vu la qualité des parties.
Ainsi jugé et prononcé par nous Nelson CILIUS, juge au Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince à l'audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt-deux juin deux mille vingt-trois, en présence de Me Lucnas ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, greffier du siège.
Il est ordonné... etc...
En foi de quoi... etc...
Le Cabinet, par
Me Bertin VILLASSON, Avocat

AVIS DE DIVORCE

Il est important de porter à la connaissance du public en général que le Tribunal Civil de Port-au-Prince a rendu en date du dix-huit Janvier deux mille vingt-trois, un jugement ADMETTANT le divorce de la dame Meolie D'HAITI, d'avec son époux Jean Rosemond ALEXIS pour injures graves et publiques. PRONONÇANT la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux;
Camel
Me. Max JEAN BAPTISTE, Av-

AVIS DE DIVORCE

Il est important de porter à la connaissance du public en général que le Tribunal Civil de Port-au-Prince a rendu en date du dix-huit Janvier deux mille vingt-trois, un jugement ADMETTANT le divorce de la dame Marc Erline HECTOR, d'avec son époux Jerry ARISTILDE pour injures graves et publiques. PRONONÇANT la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux;
Me. Max JEAN BAPTISTE, Av-

AVIS DE DIVORCE

Il est porté à la connaissance de tout un chacun que le Tribunal de Première Instance de
Port-au-Prince, après examens sur les conclusions du Ministère Public, a rendu en audience publique, la demande insérée par acte d'instance, octroie la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre Madame Rénald BRICE la femme née Katiana LEXINE, au profit de l'épouse et aux torts exclusifs de l'époux, lequel jugement a été prononcé en date du Mercredi vingt et un (21) juin 2022 par le Mag. Marthel JEAN CLAUDE, juge en audience civile ordinaire et en présence de Me. Albert DARELUS, Substitut Commissaire de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège
Me. Geston LOUIS, av

La présence occidentale, surtout celle des États-Unis et de la France en Afrique vise à en piller les ressources



Manifestation anti-française à Bamako, au Mali, mai 2022. ©AFP



Le commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Abdel-Fatau Musah, lors d'une réunion extraordinaire à Abuja, au Nigeria, le 2 août 2023. ©AFP

Par Somayeh Khalili

Les États-Unis et leurs alliés en Afrique, en particulier la France, ont utilisé pendant des années les coups d'État militaires pour consolider leur pouvoir sur le continent africain et plancher des ressources, explique un analyste.

Michael Bruck, un militant politique basé en Allemagne a déclaré dans une interview avec le site de Press TV que les États-Unis et leurs alliés prétendent apporter la démocratie et la liberté en Afrique ; mais en réalité ils ont cherché à s'implanter sur le continent. « La dernière grande vague de coups d'État militaires et les soi-disant révolutions de couleur ont eu lieu vers 2010 et 2011 dans les pays d'Afrique du Nord », a fait remarquer Bruck.

« Ils ont soutenu les changements de régime en Tunisie, en Algérie et en Égypte. Ils ont essayé la même chose en Libye, mais le changement de régime dans une révolution de couleur a échoué, alors ils ont utilisé l'OTAN pour soutenir des groupes terroristes en Libye pour lutter contre le gouvernement de Mouammar Kadhafi. »

Le commissaire de la CEDEAO a annoncé que ses ministres de la défense des membres ont défini les contours d'une « éventuelle intervention militaire » au Niger.

Se référant au colonialisme occidental, l'activiste allemand a déclaré que c'est un « mensonge » que les pays occidentaux se battent pour les peuples d'Afrique ou apportent le développement au continent. *« Ils se battent simplement pour le pouvoir du bloc occidental et ses ressources. Mais dans les médias mainstream, ils essaient de glorifier leurs guerres comme un combat pour la liberté et pour la paix »*, a déclaré Bruck au site de Press TV.

« L'Afrique centrale est une région vraiment importante pour beaucoup de ressources dont nous avons un besoin urgent - par exemple, la France a besoin de l'uranium du Niger, mais aussi du pétrole, du charbon et de l'or. Ils veulent conserver l'accès à des pays comme le Niger, afin de pouvoir déterminer qui obtient les minerais », a-t-il affirmé.

Le coup d'État militaire contre le président Mohamed Bazoum au Niger a renversé la situation contre l'Occident dans ce pays africain, le nouvel établissement militaire adoptant une position anti-occidentale.

\ La France, l'ancien colonisateur du Niger, a condamné la prise de contrôle affirmant ne reconnaître que Bazoum comme dirigeant légitime de Niamey. Les Américains ont également été bien irrités par les développements.

Des milliers de partisans de la junte militaire qui, a pris le pouvoir au Niger, ont manifesté jeudi dans les rues de Niamey. « Les États-Unis ont une grande peur de perdre le contrôle du continent africain. Si l'indépendance du Niger réussit et que le coup d'État militaire n'est pas annulé,

suite à la page(16)

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément et au vœu de la loi, statuant publiquement, par défaut au Nom de la République et à charge d'appel, accueille l'action de la dame Marlène Eloi Rosefort, représentée par le sieur Constantin Georges Jean contre le sieur Defrontain Val pour être juste, fondée et constante; maintient le défaut requis et octroyé à l'audience du mardi 11 Juillet 2023 contre le cité, le sieur Defrontain Val faute de comparaître, conformément à l'article 49 du CPC; reconnaît que le cité, le sieur Defrontain Val, occupe illégalement la maison de la requérante; résilie le contrat liant les parties; ordonne l'expulsion du cité, le sieur Defrontain
Val et consorts, située à Carrefour, Mahotière 75, Rue Roseraie, #54; Condamne le cité aux frais et dépens de la procédure; accorde l'exécution provisoire sans caution de cette décision; donne acte à la requérante de se réserver le droit d'intenter une action en justice en paiement pour indue jouissance et en dommages-intérêts pour les préjudices causés ; commet l'huissier du siège Chrisostome Siméon du Tribunal de Paix de Carrefour pour la signification de cette sentence
Ainsi jugé et prononcé par nous, Michel Forgeas, en l'audience civile et publique du Mardi 25 Juillet 2023; An 219 de l'Indépendance, avec l'assistance du Greffier, Me Frantz BAZELAIS
Il est ordonné... etc...
En foi de quoi....etc.....
Me Frantz BAZELAIS, Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement
et par défaut, sur les conclusions du ministère public, MAINTIENT en la forme le défaut octroyé au profit de Monsieur Philippe LOUIS; PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Philippe LOUIS et la dame née Anithe BLANEUS; RENVOI les parties par devant l'Officier de l'Etat Civil de la section Est de Port-au-Prince pour les suites de droit; ORDONNE qu'un extrait du dispositif du présent jugement soit inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale; COMPENSE les frais et dépens de l'instance, COMMET l'huissier Johnny JEAN immatriculé au greffe du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, pour la signification dudit jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Marthel JEAN CLAUDE, Juge en audience ordinaire, publique et civile du mercredi dix neuf (19) Juillet deux mille vingt trois (2023) en présence de Me Albert DARELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement, représentant du Ministère public avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère public, MAINTIENT en la forme le défaut octroyé au profit de Madame Angelo JEAN, la femme née Davenie FLEURIMOND; PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Angelo JEAN, la femme Née Davenie FLEURIMOND aux torts de l'époux, RENVOI les parties par devant l'Officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince pour les suites de droit; ORDONNE la publication du présent jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale; Compense les frais et dépens de l'instance; Commet l'huissier Johnny JEAN immatriculé au Greffier du Tribunal de première instance de Port-au-Prince, pour la signification dudit Jugement
Ainsi jugé et prononcé par nous, Marthel JEAN CLAUDE, Juge, en audience ordinaire, publique et civile du mercredi vingt-et-un (21) Juin deux mille vingt trois (2023), en présence de Me Albert DARELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement, représentant du Ministère public avec l'assistance de Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministères Public maintient le défaut octroyé contre son époux (se) Velourdes GUERRIER à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée la dite action; Admet en conséquence, le divorce de Jean René PATRICE avec Velourdes GUERRIER pour incompatibilité de caractères ; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'Officier de l'Etat-Civil de la commune de Saint-Louis du Sud de transcrire sur les registres à ce destiné le dispositif du présent jugement dont un Extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Jean Emmanuel Zéphir Av. Juge en audience Civile, ordinaire et publique en date du quinze Décembre deux mille vingt et un, en présence de Me Vanna Mané Av. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Jean Claude Novembre, greffier du siège.
IL EST ORDONNÉ...ETC...
EN FOI DE QUOI...ETC.
Yvenert Charles
Officier d'Etat Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; Pour le profit déclare fondée ladite action. Amet en conséquence le divorce du sieur Vulio WAGNAC d'avec son épouse née Dieuquila JULES pour injures graves et publiques, aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce Jugement. Compense les dépens
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du six Janvier deux mille vingt-trois, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège.
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi... etc...
INGRID KARLINE WOOLLEY
OFFICIER D'ÉTAT CIVIL

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du ministère Public, le Tribunal maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse, admet le divorce des époux la dame Jean Nervil Sansoucy, née Martine Andy Moras d'avec son époux le sieur Jean Nervil Sansoucy; Prononce en conséquence, la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux aux termes de l'article 217 du code civil, ordonne à l'officier de l'État Civil de la Croix-des-Bouquets de transcrire dans les registres à ce destiné le dispositif dudit jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage et intérêt envers les tiers s'il y echet; Ordonne aussi à la dame Jean Nervil Sansoucy, née Martine Andy Moras de reprendre son nom de jeune fille ; Commet Baqui Ernso Jean, l'huissier de ce siège pour la signification de cette décision. Compense les dépens .-
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Paul Wesley, juge à l'audience Civile de divorce ordinaire et publique du mercredi onze (11) Janvier deux mille-vingt-trois (2023) en présence de Me Gédéon Jumel de Me Marie Lucile Merilan faisant office de Ministère Public et avec l'assistance du citoyen Daniel Adrien, greffier.
Il est ordonné etc....
En foi de quoi etc...
POUR EXPEDITION CONFORME COLLATIONNEE
Pour le cabinet :
Quefor
Me Edias PAUL
Défenseur des droits Humains

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après examen, le Ministère Public entendu maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur ROBENSON LINDOR, d'avec son épouse née GINETTE
ADAM pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'État Civil de la Section EST de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers s'il y echet; Commet l'huissier Vilneret GABRIEL, de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge en Audience civile, ordinaire et publique du jeudi deux février deux mille vingt-trois, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE, Substitut Commissaire du
Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège
Il est ordonné....ect....
En foi de quoi....etc....
Me Edias PAUL, av.
Défenseur des droits Humains

PAR CES MOTIFS

Il est porté à la connaissance du public en général que le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince a rendu en audience publique et en ses attributions civiles de divorce le jugement dont suit la teneur en faveur du sieur Jean Ronald LEGOUTE contre son épouse: «Par ces motifs, le Tribunal, après examen, le ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée ladite action: admet en conséquences, le divorce du sieur Jean Ronald LEGOUTE d'avec son épouse née Kethlyne SAUTHER pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'épouse: prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant dans la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet: commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens vu la qualité des parties.
Ainsi jugé et prononcé par nous Nelson CILIUS, juge au Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince à l'audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt-deux juin deux mille vingt-trois, en présence de Me Lucnas ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, greffier du siège.
Il est ordonné... etc...
En foi de quoi... etc...
Le Cabinet, par
Me Bertin VILLASSON, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, entendu maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action, admet en conséquence le divorce de la dame Micheline LOUIS, d'avec son époux Jean Irel MILIACIN, pour injures graves et publiques; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire dans ses registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'Huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire du dix Février deux mille vingt-deux, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège.-
IL EST ORDONNÉ.....Etc.-
EN FOI DE QUOI......Etc.-
Me. Ingrid Karline Woolley
Officier d'Etat Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen. Le Ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Edwine Bruce THOMPSON avec son époux Jackarove JEAN FRANCOIS; pour injures graves et publiques aux torts exclusif de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; Ordonne à l'Officier de l'État Civil de la commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la
Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet commet l'huissier Canal
GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Nelson CILIUS juge en audience civile ordinaire et publique du douze septembre deux mille dix-huit en présence de Me. Jean Rolex MEROVE Substitut Commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège.
IL EST ORDONNE....ETC...
EN FOI DE QUOI....ETC....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Wadleen PIERRE d'avec son époux Keven CONFIDENT, pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux, ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile ordinaire du dix février deux mille vingt-deux en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné... etc...
En foi de quoi... etc...
Me. Ingrid KaNine WOOLLEY
Officier d'Etat Civil

PAR CES MOTIFS

Après en avoir délibéré selon le vœu de la loi et à charge d'appel, se déclare compétent; Accueille en la forme l'action intenté par la partie demanderesse pour être juste; Maintient le défaut sollicité à l'audience du 05 Aout 2022 contre la dame Marie Denise Mervil; Au fond, déclare résilier le bail conclu entre le sieur LAGENE Joel Exavier et la dame Marie Denise Mervil; Ordonne l'expulsion des lieux de la dame Marie Denise Mervil, avec exécution provisoire sans caution nonobstant toutes les voies de recours; condamne la partie défenderesse à vingt-cinq mille gourdes pour les préjudices moraux et matériels causés injustement au demandeur et aux frais et dépens de l'instance.
Commet l'huissier Valesco EDGARD pour la signification du présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par Nous Mag. Martine Louisane MOMBRUN, juge à l'audience civile, ordinaire et publique du vendredi 05 Aout 2022. An 219ème de l'Indépendence
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Par ces Motifs, le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Jean-René NOËL contre son épouse née Rose Mirline CHARLES, pour injures graves et Publiques aux torts de l'époux, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier à l'officier de l'État Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens, commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce Jugement.
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN juge en audience civile ordinaire et Publique du mercredi vingt-deux Juillet deux mille vingt, en présence de Me Paul WESLEY. Substitut-Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE Greffier du siège.
Il est ordonné…
En foi de quoi…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministères Public maintient le défaut octroyé contre son Epoux (se) Marie Laurente LOUIS à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action; Admet en conséquence, le divorce de Jean Murancin PAUL avec Marie Laurente LOUIS pour incompatibilité de caractères; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant Existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Desdunes, commune de Desdunes de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un Extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Clunie Pierre JULES Av. Juge en audience Civile, ordinaire et publique en date du douze Mars deux mille quatorze, en présence de Me Soidieu TOUSSAINT Av., Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Huguens D'HAITI Av. Greffier du siège.
IL EST ORDONNÉ...ETC...
EN FOI DE QUOI...ETC...
Smithy Absolu
Officier d'Etat Civil

PAR CES MOTIFS

Le tribunal de paix de Delmas a rendu le 8 mars 2023 la sentence suivante :
Le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant à charge d'appel; maintient le défaut requis et octroyé contre le sieur Jude LACHAPELLE à l'audience du mercredi 11 Janvier 2023; Dit et Déclare compétent pour connaître l'espèce dont il est saisi; Dit que le congé octroyé est régulier en la forme; Accorde en conséquence au Sieur Jude LACHAPELLE un délai de trois ans pour faire place nette des lieux sous peine d'en être expulsé; dit que ce délai commence à courir à compter de la signification de la présente sentence; Dit que pendant le cours de ce délai, le sieur Jude LACHAPELLE sera tenu de payer régulièrement ses loyers aux époques convenues; Dit que le non-paiement des redevances locatives entraîne la résiliation du contrat de bail et le chef d'un déguerpissement de la défenderesse; Accorde l'exécution provisoire de la présente sentence ;Commet l'huissier Senital FRANCOIS de ce siège pour la signification dudit jugement ;Compense les dépens
Arnel REMY, Av
Rébecca CÉRAMÉ
Avocate stagiaire

Suite de la page (4)

les pouvoirs et les Nations Unies cherchent désespérément des mercenaires étrangers pour attaquer Haïti.

Lorsque les Nations Unies coupent l'aide alimentaire à Haïti, elles sont prêtes à soutenir l'envoi d'armes à feu, de grenades, de violeurs d'enfants et de pillards pour aggraver le chaos.

Mais les Nations Unies, les États-Unis, la France et le Canada ne sont pas disposés à envoyer des troupes et à arborer leurs drapeaux pour pacifier Haïti.

Ils ont l'intention d'attaquer Haïti en utilisant des mercenaires étrangers, dont les dirigeants du Kenya et des Bahamas se sont portés volontaires, pour agir au nom de ces puissances et de l'organisme mondial initialement conçu pour préserver la paix et qui favorise maintenant la guerre.

Il semble très difficile pour le Conseil de sécurité des Nations unies d'approuver l'envoi de troupes en Haïti, car malgré le lobbying entretenu par son secrétaire général, Antonio Guterres, ainsi que le président des États-Unis, entre autres, la position de la Russie et de la Chine, qui dispose d'un droit de veto, a été catégorique contre cette possibilité.

Voici le danger

Si le Conseil de sécurité n'approuve pas l'envoi de troupes en Haïti, personne n'expliquerait comment le Kenya et les Bahamas risqueraient d'envoyer 1 150 soldats dans les Caraïbes pour affronter, dans les ruelles de Port-au-Prince, des milices lourdement armées issues des arsenaux de Miami.

Les troupes kenyanes arriveraient en Haïti en tant que mercenaires des États-Unis, de la France, du Canada et des Nations Unies, sans mandat attaché au droit international.

Le Kenya a une armée de moins de 30 000 hommes, sans avions ni navires capables d'atteindre seuls les Caraïbes à une distance de plus de 12 000 kilomètres, installant des camps, interagissant avec leurs langues swahili et anglaise, avec une population qui parle créole et français.

République Dominicaine

Aussi stupides et serviles que les mandarins kenyans puissent être supposés être, j'hésite à croire qu'ils entreraient dans le piège haïtien avec une arrière-garde à 12 000 kilomètres.

Comme la République dominicaine a su combiner la déportation massive d'Haïtiens sans papiers avec la clameur internationale d'invasion militaire d'Haïti, elle doit se préparer à abandonner le territoire national pour un éventuel retrait terrestre des soldats kenyans en danger, pour les blessés, les morts et le logement sûr de leurs patrons.

Dès que le premier mercenaire mettra le pied en Haïti, la frontière cessera d'exister car les États-Unis, la France, le Canada et les Nations Unies feront en sorte qu'il soit possible d'y passer librement, dans les deux sens, pour faciliter « l'opération contre les gangs. »

Cette semaine, à Dajabón, ils ont fait la première répétition et ont commencé à préparer le terrain.

Si les bandes armées haïtiennes ou les milices populaires opposées à l'invasion opposent une résistance farouche et qu'il y a des fuites massives de troupes kenyanes et une population effrayée, que fera le gouvernement dominicain ? Allez-vous ordonner aux militaires de les mitrailler ou les laisser entrer et s'installer dans des camps à la frontière ?

Je préviens clairement : avec les mercenaires kenyans des Nations unies et des puissances, la frontière dominicaine-haïtienne sera effacée.

Les chefs militaires dominicains, s'ils sont professionnels, doivent maintenant exiger que leur commandant en chef émette des ordres écrits quant à la réponse opérationnelle des troupes au cas où des masses haïtiennes et des soldats kenyans vaincus renverseraient le mur frontalier pour s'échapper.

En cela on ne s'improvise pas et ça me ferait très mal de voir des généraux dominicains en cage à Miami comme le flamboyant général panaméen Manuel Noriega.

Listin Diario 4 août 2023

Suite de la page (15)

ce sera le troisième pays de la région à changer de camp politique », a déclaré l'activiste allemand.

Il a en outre souligné que les pays africains, en particulier le Niger, en ont assez du colonialisme occidental et recherchent l'indépendance et la souveraineté politique. « Dans la capitale du Niger, Niamey, les partisans du coup d'État militaire ont montré des drapeaux de la Russie - c'est un symbole de la nouvelle confiance en soi africaine qu'ils n'ont plus besoin du soutien des pays occidentaux et ont de nouveaux partenaires », a affirmé Bruck.

« C'est une nouvelle ère politique et les Africains veulent avoir le pouvoir dans leur pays. Ils ne veulent pas que leur patrie soit utilisée comme terrain de jeu pour les intérêts des pays occidentaux », a-t-il souligné, ajoutant qu'il prévoyait la fermeture prochaine des bases militaires occidentales au Mali et au Burkina Faso.

En allusion à l'importance stratégique de l'Afrique pour les pays occidentaux, il a déclaré qu'après des siècles d'esclavage, les pays occidentaux ont fondé leurs colonies et ont essayé de les relier à leurs patries.

Niger: la France, ex-puissance coloniale et soutien indéfectible du président Bazoum, apparaît comme la cible privilégiée des militaires.

« L'Afrique occupe une position géographique importante pour le monde, entre les continents de l'Occident politique et l'Asie. Lorsque les pays africains se libéreront de l'influence de l'Occident, il y aura de nouvelles alliances avec des pays d'Asie », a déclaré l'activiste. « Et ce serait un grand danger pour les États de l'OTAN, car le rêve américain d'avoir le pouvoir presque partout dans le monde s'effondrerait finalement. »

Les dirigeants de la junte au Mali et au Burkina Faso ont déclaré lundi que toute intervention militaire étrangère au Niger voisin serait considérée comme une déclaration de guerre contre eux.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a lancé dimanche un ultimatum d'une semaine aux putschistes pour libérer Bazoum et rétablir l'ordre constitutionnel au Niger. L'organisme régional a menacé d'utiliser la force si la junte ne se conformait pas aux directives.

En réponse, le Mali et le Burkina Faso ont annoncé qu'ils quitteraient la CEDEAO et « adopteraient des mesures d'autodéfense en soutien aux forces armées et au peuple nigériens » si le bloc recourait à la force.

PresseTV 05 Août 2023

Suite de la page (9)

Haitians live in extreme poverty

Fifty-nine percent of Haiti's population today barely exists on less than US$2 per day (World Bank 2012). Another 24.7% live in extreme poverty on less than US$1.25 per day. (UNDP 2013). Rural poverty is at 75.2% vs. 40.8% in urban areas. (MDG rpt 2013). Over two-thirds of the labor force has no formal jobs. Of Haiti's estimated 11.8 million residents, some 4.7 million are near acute hunger, including some 2.4 million children. Cholera is spreading across most of the country's departments. Over a third of all Haitians face a severe food crisis. In October, the UN reported that Level 5 ("catastrophic") hunger has been reached in Haiti for the first time. The minimum wage is $US4.50 per day.

UN's limited sanctions on "bad actors"

The UN Security Council did impose a "sanctions regime" that supposedly included "asset freezes" and "travel bans" on supposed bad actors, with a limited embargo on arms sales to "corrupt businessmen and politicians with ties to violent gangs." Some of these businessmen and politicians are among the pro-U.S. Haitian ruling class the U.S. has fostered and nurtured over decades – the same class that has driven Haiti into catastrophic misery! However it may be pitched as a "humanitarian" alternative to overt and covert military action by imperialism, which is never excluded, sanctions are, in reality, an intrusion into the sovereignty of poor and oppressed nations by the major imperial powers, primarily the U.S. and Western nations, Currently, some 40 countries are subject to mainly U.S.-inspired sanctions, all essentially aimed at imposing or re-imposing U.S. corporate interests. In 1994, a U.S. sponsored sanctions/embargo regime on Haiti was the precursor to the 1994 U.S.-led UN occupation.

Haiti, born of successful slave revolt

The original occupation request by the de facto Prime Minister was, in fact, a violation of the Haitian Constitution, which forbids the presence of any foreign soldiers on Haitian soil, a reminder that Haiti was born of the world's first successful slave-revolution that declared its independence in 1804 after defeating Napoleon's imperial France.

Former dictator appoints "Prime Minister"

Ariel Henry was made "Prime Minister" by the assassinated former president, Jouvenel Moise, a corrupt member of the right-wing Bald-Headed Party (PHTK). as is Henry, only two days before his death on July 7, 2021. It was the controversial "decision" of the self-appointed "Core Group," the so-called "friends of Haiti," the US, France, Spain, Brazil, Britain and Germany, that confirmed Henry to his current position. Henry's PHTK was denounced in repeated massive demonstrations with stealing $2 billion in petroleum credits from Venezuela for schools, hospitals and other social projects. The money disappeared.

As of this writing, on Aug. 2, 2023, the U.S. has urged all non-essential U.S. personnel to return home due to gang violence. Crises have always been a handy tool for imperialist intervention in Haiti. Yet another U.S. imperialist-led intervention/war against Haiti today can only be a repetition of past U.S. incursions, that is, to bolster all the reactionary forces in Haiti that declare their allegiance to U.S. corporate interests.

We demand:

U.S./UN Out of Haiti and Stay Out! Self-determination for the people of Haiti! Build Haiti Solidarity in the Belly of the Beast!

An earlier version of this article was published in Socialist Action.

Suite de la page (5)

le surnommant "la seconde venue d'Aristide".

L'aspect le plus déconcertant de cette tentative ratée de remettre Aristide en politique a été expliqué par la journaliste Isabelle Papillon. La campagne « *a commencé immédiatement après la visite du 8 juin au domicile d'Aristide à Tabarre par Helen La Lime, fonctionnaire de longue date du Département d'État américain* », une figure méprisée en Haïti. Jusqu'à récemment, elle dirigeait le BINUH (Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti). Papillon note que si cette campagne avait été couronnée de succès, elle aurait sapé la crédibilité d'Aristide car son ascension au poste de président par intérim aurait facilement pu être interprétée comme une nomination par Washington et le CORE groupe.

Cela illustre ce que Patrick Elie, un militant pro-démocratie qui a travaillé aux côtés d'Aristide, remarquait dans une interview en 2007 : « *Vous avez pu voir comment [Fanmi Lavalas] est devenu totalement désemparé après l'enlèvement du président Aristide. C'était ce que je*



L'ancien policier Jimmy Cherizier dirige les Forces révolutionnaires de la famille G9 et alliés (FRG9), une alliance de brigades de vigilance armée anti-gangs appellant au renversement de la bourgeoisie haïtienne

décrirais comme une organisation charismatique, qui dépend strictement de son chef et après vous n'avez rien en termes de structure et en termes de capacité à formuler une stratégie politique. »

Elie a expliqué que « *Lavalas est ce mouvement, mais Lavalas et Fanmi Lavalas, bien que liés, sont des choses différentes. Fanmi Lavalas est une organisation politique. Lavalas est une philosophie politique, pas un parti.* »

A suivre

Les syndicats nigérians protestent contre les politiques anti-pauvres





Mobilisation populaire des milliers de travailleurs et travailleuses contre la misère et la pauvreté

Le 2 août dernier, dans le cadre d'une grève nationale visant à protester contre l'augmentation du coût de la vie et l'introduction de politiques anti-pauvres au sein de la plus grande économie d'Afrique, des milliers de travailleurs et travailleuses sont descendus dans les rues des 36 États et des principales villes du Nigeria, y compris la capitale, Abuja.

Ce sont les confédérations syndicales nigérianes NLC et TUC qui avaient appelé à cette action de masse. Elles ont depuis rencontré le Président nigérian, Bola Tinubu, pour discuter des revendications des syndicats, telles que l'adoption de mesures de politique économique qui protègent les travailleurs et les pauvres ainsi que la réduction des dépenses publiques.

Les syndicats affirment que les conditions socio-économiques actuelles, inflation élevée, chômage, pauvreté et augmentation de la dette nationale, provoquent une crise du coût de la vie, aggravée par la suppression de la subvention sur les carburants. En outre, les impôts augmentent, des frais de scolarité ont été introduits dans les universités publiques, les travailleurs et travailleuses paieront davantage de frais de scolarité pour leurs enfants et les hôpitaux universitaires ainsi que les centres médicaux fédéraux sont privatisés alors que les dépenses publiques augmentent. Les syndicats craignent que ces politiques anti-pauvres n'entraînent les travailleurs et travailleuses ainsi que la population au sens large dans la spirale d'une pauvreté encore plus grande.

Lai Brown, Secrétaire général de l'Association des cadres supérieurs de l'automobile, des chantiers navals, du transport, de l'équipement et des services connexes (AUTOBATE), a déclaré : *« Au cours des deux derniers mois, nous avons été témoins d'une série d'attaques socio-économiques contre les travailleurs et travailleuses, notamment une hausse astronomique du prix de l'essence, des augmentations arbitraires des frais de scolarité dans les établissements publics et la dévaluation du naira. Ces événements ont causé des difficultés inouïes aux membres d'AUTOBATE. Le mouvement syndical doit maintenir la pression jusqu'à ce que le gouvernement réponde aux revendications légitimes des travailleurs et travailleuses, notamment un salaire mensuel de 200.000 nairas (264 dollars) »*.

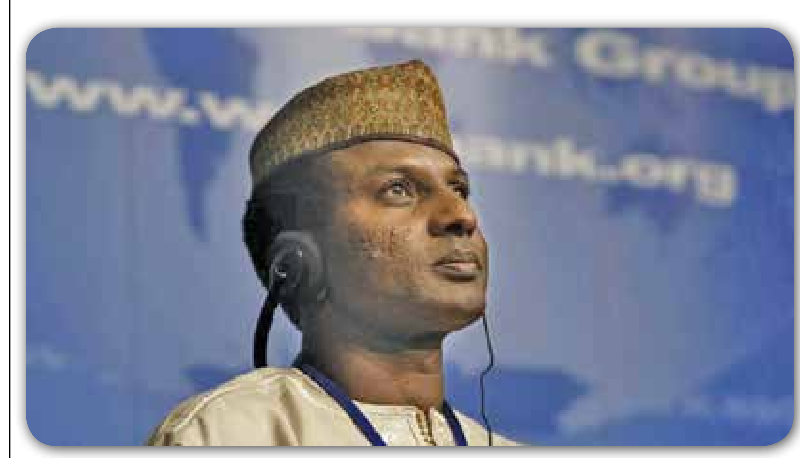
John Adaji, le Coprésident régional d'IndustriALL pour l'Afrique subsaharienne, a pour sa part indiqué : « *Les affiliés d'IndustriALL au Nigeria ont participé aux manifestations contre les politiques anti-populaires de la nouvelle administration et appellent à des négociations sérieuses avec les organisations syndicales pour répondre à leurs revendications, notamment celles liées au mécontentement concernant la suppression de la subvention sur les carburants* ».

« *Nous appelons le gouvernement fédéral du Nigeria à dialoguer de manière significative avec les travailleurs et travailleuses sur leurs revendications et à trouver des solutions durables à la crise socio-économique. L'élaboration de politiques efficaces en faveur des pauvres et le dialogue social sont nécessaires pour améliorer les moyens de subsistance des travailleurs et travailleuses du Nigeria*, » a déclaré Kemal Özkan, Secrétaire général adjoint d'IndustriALL.

Les syndicats affiliés à IndustriALL au Nigeria sont l'Association des cadres supérieurs de l'automobile, des chantiers navals, du transport, de l'équipement et des services connexes (AUTOBATE), l'Association des cadres des industries des produits chimiques et non métalliques (CANMPSSAN), le Syndicat national des salariés de l'industrie chimique, de la chaussure, du caoutchouc, du cuir et des produits non métalliques (NUCFRLANMPE), le Syndicat national des travailleurs de l'électricité (NUEE), le Syndicat national des travailleurs du pétrole et du gaz naturel (NUPENG), le Syndicat national des travailleurs du textile, de l'habillement et de la couture (NUTGTW), l'Association des cadres du pétrole et du gaz naturel (PENGASSAN) et le Syndicat des travailleurs de la sidérurgie et de l'ingénierie du Nigeria (SEWUN).

IndustriALL 7 août 2023

Niger : Ali Mahaman Lamine Zeine nommé Premier ministre par les militaires au pouvoir



Ali Mahaman Lamine Zeine nommé Premier ministre du Niger. ©Times News

Les militaires auteurs du coup d'État au Niger ont annoncé, ce lundi soir, la nomination d'un Premier ministre, Ali Mahaman Lamine Zeine, dans un communiqué lu à la télévision nationale.

« Monsieur (Ali Mahaman) Lamine Zeine est nommé Premier ministre », a annoncé le colonel-major Amadou Abdramane. Il avait été ministre des Finances jusqu'au renversement de Mamadou Tandja lors d'un coup d'État en 2010 par le commandant Salou Djibo, avant une élection présidentielle remportée par Mahamadou Issoufou, prédécesseur de Mohamed Bazoum. Ali Mahaman Lamine Zeine, économiste de formation, a également été représentant résident de la Banque africaine de développement (BAD) au Tchad, en Côte d'Ivoire et au Gabon. « Le lieutenant-colonel Habibou Assoumane a également été nommé commandant de la garde présidentielle », a ajouté Amadou Abdramane.

Ces nominations interviennent au lendemain de l'expiration de l'ultimatum posé par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) aux militaires au pouvoir, pour rétablir le président Mohamed Bazoum dans ses fonctions. L'organisation n'excluait pas l'usage de la force, en cas de non-respect de cette demande.

Les partenaires occidentaux et africains du Niger se divisent sur la question d'une intervention militaire pour rendre le pouvoir aux civils, avant que la Cédéao ne se réunisse une nouvelle fois jeudi à Abuja, au Nigeria.

Le président Bazoum est toujours séquestré dans sa résidence privée depuis le jour du coup d'Etat.

Lors d'un précédent sommet à Abuja le 30 juillet, les dirigeants ouest-africains avaient donné une semaine aux militaires nigériens pour rétablir le président élu Mohamed Bazoum, actuellement retenu prisonnier. Les chefs d'état-major de la région avaient même dessiné les « contours » d'une éventuelle intervention armée, mais elle n'a pas été déclenchée à l'expiration de l'ultimatum dimanche à 23H00 GMT.

Selon une source proche de la Cédéao, une intervention n'est pas envisagée à ce stade, et la voie du dialogue semble donc toujours sur la table.

Plus tôt, l'armée malienne a annoncé l'envoi, à Niamey, d'une délégation officielle conjointe Mali-Burkina Faso pour « témoigner de la solidarité des deux pays » avec les auteurs du coup d'État.

C'est une semaine décisive pour le Niger, au lendemain de l'expiration d'un ultimatum ouest-africain exigeant le retour à l'ordre constitutionnel.

PresseTV 08 Août 2023

CITGO bientôt vendue à une entreprise israélo-étasunienne

Le président de l'Assemblée nationale du Venezuela prévient que la société Citgo sera vendue à une société israélo-étasunienne grâce à un complot concocté par Guaidó.

Jorge Rodriguez a dénoncé mercredi que le gouvernement américain prévoyait en août de procéder à la vente aux enchères illégale de la raffinerie d'État CITGO Petroleum Corporation, filiale de la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA dont l'acheteur déjà désigné serait Delek Holdings, une société israélo-étasunienne dont le directeur général est proche de l'opposant Juan Guaidó.

Lors d'une session ordinaire, Rodriguez a déclaré que des travailleurs de CITGO lui avaient envoyé un communiqué publié par Carlos Jordá, président exécutif de la filiale nommé en 2020 par Guaidó, indiquant la vente. « Une entreprise israélo-étasunienne va mettre la main sur CITGO," a-t-il souligné.

Selon le président de l'Assemblée vénézuélienne, la vente aux enchères judiciaire autorisée par l'Office de contrôle des biens étrangers (OFAC) des Etats-Unis sera destinée à payer une « fausse dette de 1 400 000 000 dollars » à la société CRISTALEX.

« Cette communication indique que le 23 octobre 2023, (...) débutera officiellement le processus de vente de 270 jours que le tribunal a approuvé l'année dernière, une vente aux enchères aura lieu pour vendre CITGO vers le 10 juin 2024, après quoi le tribunal examinera l'approbation de la vente, » a-t-il dénoncé.



Rodriguez a également affirmé qu'il existe des preuves que la vente de CITGO répond à un plan élaboré par Juan Guaidó et Donald Trump, sous l'égide du Gouvernement étasunien pour voler systématiquement tous les actifs appartenant au Venezuela.

Bien que le Venezuela ait dénoncé auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies la confiscation de CITGO par le pays nord-américain, un tribunal des Etats-Unis a fixé au 23 octobre la date de début de la vente aux enchères des actions de PDV Holding, société mère de Delek Holdings.

Résumé latino-américain 27 juillet 2023
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos 30 Juillet 2023

Roy McGovern : Biden doit informer Zelensky de sa défaite



L'ancien analyste de la CIA, Roy McGovern

Le président américain Joe Biden devrait avertir Volodymyr Zelensky qu'il a déjà perdu, a déclaré l'ancien analyste de la CIA Roy McGovern dans une interview avec la chaîne YouTube Katie Halper.

« *Biden devrait dire à Zelensky que le match est terminé, il a perdu. Nous lui avons donné presque tout ce qu'il voulait, mais il a quand même perdu. Si le président des États-Unis ne le dit pas, les Russes continueront de broyer les forces armées ukrainiennes jusqu'à l'automne même, jusqu'à l'année prochaine* » a noté l'expert.

McGovern a souligné que la Russie gagnerait dans tous les cas, car elle dispose du meilleur équipement et des meilleures tactiques militaires.

L'ancien analyste de la CIA Ray McGovern adresse un message clair et net à Biden. Ray utilise ses décennies d'expérience pour expliquer pourquoi la Russie ne peut pas perdre et pourquoi nous ne faisons que nuire à l'Ukraine dans ce conflit.

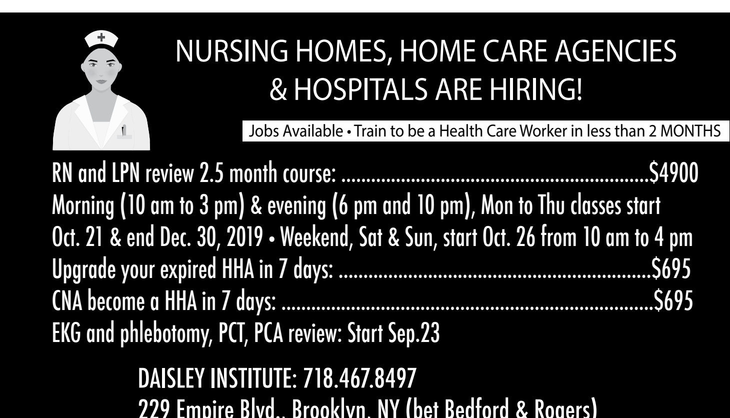
Ray McGovern est un ancien analyste de la CIA devenu activiste. Il a dirigé la branche de la CIA chargée d'analyser la politique étrangère russe dans les années 70. De 1981 à 1985, il a présenté, en personne, les briefings matinaux de l'émission The President's Daily Brief. Ray s'est vu décerner la médaille de l'Intelligence Commendation lors de son départ à la retraite ; dans un acte de conscience, début 2006, Ray a rendu la médaille, expliquant : « *Je ne veux pas être associé, même de loin, à une agence pratiquant la torture.* » En janvier 2003, deux mois avant que les États-Unis n'attaquent l'Irak, il a cofondé Veteran Intelligence Professionals for Sanity pour avertir le président que les « renseignements » sur l'Irak étaient frauduleux.

Afrique-Asie 08 août 2023

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com





AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN ONLINE TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.







EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! 844-947-0192 (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

FINANCE

ARE YOU BEHIND $10k OR MORE ON YOUR TAXES? Stop wage & bank levies, liens & audits, unfiled tax returns, payroll issues, & resolve tax debt FAST. Call 888-869-5361 (Hours: Mon-Fri 7am-5pm PST)

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Jacques Viau dans le « camion »





Jacques Viau Renaud (1941—1965) est né en Haïti et a grandi en République dominicaine après l'exil de son père en 1948. Pendant l'occupation dominicaine de 1965, il a rejoint les forces rebelles pour soutenir le président déchu Juan Bosch, luttant contre les États-Unis. Il a été tué au combat à 23 ans.

Par Philippe-Charles

« A quel moment précis la vie s'est-elle séparée de nous, à quel endroit, / à quel tournant de la route ? / Sur lequel de nos voyages l'amour s'est-il arrêté pour nous dire au revoir ? », crie Jacques Viau dans le premier poème de son livre Permanence des pleurs.

Bien qu'il n'ait pas choisi ce titre, qui représente ses poèmes, il a dû être content de ce choix, car ses pleurs, les pleurs de son peuple, sont quelque chose d'infini. Jacques a-t-il vu l'avenir ou l'a-t-il simplement pressenti ? Et je mens pour avoir utilisé auparavant le verbe crier, car les sentiments qui se trouvent dans chacun de ces versets ne pourraient pas être des cris, mais des lamentations, des gémissements, un déchirement qui ne donne jamais de répit à l'âme.

J'imagine ce héros haïtien qui, où qu'il soit, abandonne son stylo dans quelque coin de table, pour porter son fusil à l'épaule, chausser ses bottes militaires vernies, sans peur de la mort, marcher avec courage, en compagnie de tes frères dominicains pour sauvegarder la souveraineté dominicaine des gringos, tandis qu'une voix lointaine lui parvient —venant du futur, plutôt de notre époque—, lui murmurant : « *Attention Jacques, attention, voici la migration ! Vous savez déjà que peu importe ce que vous faites pour ce pays, ni votre statut juridique ni votre peau claire ne vous sauveront de son racisme et de sa haine. Voilà donc Jacques Viau, navré, résigné à son sort, sans remords ni regret, puisqu'il sait que dans cette guerre il y a d'autres maquisards haïtiens qui attendent en retour l'aide de leurs frères dominicains pour renverser Duvalier*. Car, comme le dit Mateo Morrison, "*...les peuples qui composent l'ISLA (1) ont eu des moments d'identification et de solidarité qui sont de belles contributions à la fraternité"*. Oh mon cher Jacques ! Sachant que cette phrase de ton ami Morrison et celles de bien d'autres seraient jetées au dépotoir de la haine, tu nous as laissé la permanence de tes larmes. Vous avez bien raison, car ici, en plusieurs endroits de ce pays, le nom qui vous définit : Haïtien, est utilisé pour insulter certains dominicains.

Car ayant succombé au charme de la haine, ou au charme des hommes odieux, l'amour nous a dit adieu et nous ne savons plus quand, ni comment, ni sur lequel de nos voyages ; parce que nous avons été aussi coupables que des hommes odieux dont la mémoire n'a pu remarquer le passage. Banalité du mal

Au milieu de tant d'exactions commises par la Migration, je n'ai pas pu résister, la poitrine serrée, à me replonger dans ces vers de Jacques Viau, l'Haïtien qui a donné sa vie pour la République dominicaine, dans la guerre d'avril 1965, comme tant d'autres dans le commandement haïtien. *"Rien n'a autant blessé nos cœurs / que de suspendre le mot amertume à nos lèvres."* Ces vers sont douloureux, car le poète a vraiment connu l'amertume, il l'a vécue dans la chair. Il a oublié le massacre de Trujillo en 1937, il a craché à la face de l'histoire pour dire *"j'essaie de te parler de ma patrie, /d'ici, /de mon antre salin, /de Saint-Domingue, je parlerai peut-être à vous des deux :/ ce sont deux mottes complémentaires / points cardinaux de ma tristesse / tombés de la rose des vents / comme des amants dont l'étreinte est rompue »*. C'est comme si je disais non, historiens et politiciens, vous ne déciderez pas de mon sort avec vos mensonges. Il a fait la paix avec lui-même et avec la terre qui l'accueillait, il a donné sa vie pour le pays qui, une cinquantaine d'années plus tard, traitera ses compatriotes comme des ordures. «Et il y eut Jacques, le poète - dit Mateo Morrison -, qui devint combattant, faisant partie des tranchées qui empêchaient le passage des troupes nord-américaines [...], le 15 juin il fut mortellement blessé et expira le 21.

Sa mort fut un événement dans la zone constitutionnelle. Des milliers de combattants aux tendances les plus variées l'ont accompagné, constituant l'une des funérailles les plus émouvantes dont l'ancienne ville de Saint-Domingue se souvienne. C'était le moment idéal pour les deux peuples d'écrire la devise qui allait changer à jamais l'avenir de cette ÎLE : Les Caraïbes pour les Caraïbes. Et est-il tard ? Ah, cher Viau, combien me font mal tes pleurs, qui se sont répandus et se répandront en vain, et qui ne s'arrêtent pas même dans la mort ! Comme je suis désolé que ma plume n'ait pas la force de perpétuer votre héritage !

Le poète José Ayuso jura t'avoir vu monter sur une étoile, *« Jacques Viau passe monté sur une étoile / à côté des hélicoptères à travers le ciel envahi »*, chantait-il, mais se pourrait-il qu'il



Des combattants haïtiens qui ont défendu la République dominicaine contre l'envahisseur yankee en 1965.



Haïtiens et dominicains défilant ensemble lors du cortège funèbre de Jacques Viau Renaud. (Photo : Milvio Pérez. Source : Archivo General de la Nación)

t'ait vu monter sur le Camion — poussé par des agents brutaux, défenseurs du mal—, avec les nuls qui ont coupé la canne de ce pays et élevé ses bâtiments depuis plus d'un siècle…, et pour cacher la honte de son peuple il a écrit « dans une étoile » ? Oh, mon cher Ayuso, quoi qu'il en soit, je sais que tes sentiments ont été bons, sains —comme ceux de beaucoup d'autres dominicains—, et quelle belle chanson tu lui as dédiée; Viau le sait aussi, mais combien cette nationalité qui lui a été imposée à titre posthume lui aurait fait mal s'il avait vu la monnaie avec laquelle il est payé, s'il avait vu combien Félix Cumbé mendiait avant d'être mendié. Je me demande, lui auraient-ils donné cette nationalité si la peau qui l'abritait avait été noire ? Épopée d'hypocrisie !

Certains diront, de quelle critique littéraire s'agit-il ?, mais il ne s'agit ni d'une critique ni d'une étude de la poésie de Jacques Viau, encore moins de ce poème dont j'analyse les vers dans ce texte ; non, ce n'est pas le cas ; mais c'est une étude de la permanence de ses pleurs, qui n'ont cessé de se répandre du fait de la bêtise du nationalisme, qui tente d'habiller sa haine, son racisme, sa phobie haïtienne et son pseudo-duartianisme de la soie du chauvinisme. Mais cet orgueil chauvin n'est rien de plus qu'un masque derrière lequel on se cache pour nourrir la peur et l'ignorance.

Acento 2 Août 2023

Cuba : 147e anniversaire de la mort au combat d'Henry Reeve



Commémoration du 147e anniversaire de la chute au combat du héros internationaliste Henry Reeve

Par Yohandra Gomez Amaro

Les habitants de la province de Cienfuegos ont commémoré aujourd'hui le 147e anniversaire de la chute au combat du héros internationaliste Henry Reeve dans le Monument national inauguré en octobre 1978 en mémoire de "El Inglesito", comme il était connu parmi les Cubains.

Pour évoquer le jeune brigadier de l'Armée de libération à Yaguaramas, Abreus, dans la région où il a mené la dernière bataille, des membres du contingent international Henry Reeve de médecins spécialisés dans les situations de catastrophe et les épidémies graves se sont réunis, dans un acte présidé par Eleidy Castellanos Estopiñales , membre du Bureau du Comité provincial du Parti communiste de Cuba (PCC) et Marylin Hernández Ferrer, secrétaire du gouvernement du territoire.

Étaient également présents des étudiants et des professionnels de la santé de la ville, d'autres dirigeants du Parti, le gouvernement, l'Union des jeunes communistes, des organisations de masse, l'Association des combattants de la Révolution cubaine (ACRC), les Forces armées révolutionnaires et le ministère de l'Intérieur.



Monument à Henry Reeve, Yaguaramas, Cuba
Photo: Christopher P Baker

Yadira Pérez Negrín, première secrétaire du PCC à Abreus, a rappelé des passages de la vie de campagne d'El Inglesito, qui a démontré dans de nombreux scénarios sa position pro-indépendance et anti-esclavagiste.

Inspiré par son exemple, a-t-il rappelé, en septembre 2005, le commandant en chef Fidel Castro a fondé la brigade "Henry Reeve", dont le travail le plus récent a été de faire face à la pandémie de COVID-19 dans plusieurs nations, signe de solidarité, de coopération et d'internationalisme.

Nous continuerons l'héritage de Reeve, l'Américain qui a fait le plus pour Cuba, en transformant la prédication de Marti selon laquelle la patrie est l'humanité en faits, a-t-il souligné.

Lors de l'événement pour l'anniversaire, de nouveaux militants ont rejoint les rangs du Parti communiste de Cuba, tandis que l'ACRC a remis le sceau du 30e anniversaire à ceux qui, avec leur attitude, ont su défendre la patrie.

Selon plusieurs auteurs, Henry Reeve, né le 4 avril 1850 à Brooklyn, New York, a rejoint la guerre civile aux États-Unis et a combattu dans les rangs du Nord antiesclavagiste contre le Sud esclavagiste ; Plus tard, il rejoint l'expédition du vapeur Perrit sous le nom d'Henry Earl et occupe le poste de soldat d'ordonnance sous le commandement du général Thomas Jordan, afin de participer à la guerre de dix ans.

Une fois à Cuba, il était sous le commandement du général de division Ignacio Agramonte, qui l'a surnommé El Inglesito, et a ensuite rejoint les rangs du général de division Máximo Gómez, qui a souligné que Reeve avait un caractère purement militaire et son courage éprouvé combiné avec rectitude et un sérieux peu commun, raisons pour lesquelles ses soldats le respectaient et l'aimaient.

Il a participé à environ 400 actions, parmi lesquelles se distingue l'opération éclair menée par El Mayor pour secourir le brigadier Julio Sanguily.

À 26 ans, alors qu'il menait une campagne entre Colón et Cienfuegos le 4 août 1876, l'intrépide jeune homme affronta les troupes espagnoles dans les environs de Yaguaramas, dans une bataille inégale au cours de laquelle il reçut de multiples blessures.

Après être tombé de son cheval et ne pas avoir pu se relever, El Inglesito s'est défendu avec une machette dans une main et un revolver dans l'autre, mais, à court de force et de munitions, il s'est tiré une balle dans la tempe pour éviter de tomber vivant à la miséricorde de l'ennemi; il avait servi l'Armée de libération pendant sept ans pendant la Grande Guerre.



L'Américain Henry Reeve « El Inglesito » héros internationaliste cubain

Agencia Cubana de Noticias (ACN) 4 août 2023